



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

*Liberté
Égalité
Fraternité*

21 mars 2022



Conférence sur l'engagement citoyen dans les Missions de l'Union européenne

Livret d'information

europe2022.fr

esr.gouv.fr/pfue

www.missions22.eu

Table des matières

Le mot de bienvenue de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.....	4
Programme.....	5
Ateliers	8
Forum de la société civile et de la recherche : liste des porteurs d'idées, stands et side-events	13
Institutions et lieux.....	34
Biographies des intervenants et des membres du conseil scientifique	35
Présentation du film immersif <i>Data du futur</i>	53

Le mot de bienvenue de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Les efforts engagés ces deux dernières années ont permis de doter l'Europe de programmes ambitieux dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, avec le lancement de nouvelles initiatives majeures comme les universités européennes, le conseil européen de l'innovation et les Missions européennes. Cela est encore amplifié par la mise en place d'un nouveau cadre de coopération, puisque nous nous appuyons désormais sur une gouvernance renouvelée des espaces européens de la recherche et de l'éducation. La Présidence française intervient donc à un moment clé, puisque s'ouvre désormais une phase de mise en œuvre qui nous engage à concrétiser les ambitions de la coopération européenne.

En matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation, la présidence française poursuivra trois objectifs :

- . Promouvoir des politiques européennes de la connaissance pour soutenir la relance économique et les transitions verte et numérique, en renforçant les synergies entre l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation et les services à la société ;

- . Affirmer la dimension internationale de ces politiques afin de contribuer au déploiement de la puissance européenne dans le monde et renforcer l'attractivité de l'Europe pour les enseignants, les chercheurs et les étudiants ;

- . Enfin, approfondir le sentiment d'appartenance européenne, en soutenant les universités européennes dans leur action de transmission du mode de vie européen et en levant les obstacles à la coopération transnationale entre établissements d'Europe.

Dans ce contexte, près d'une centaine d'événements sont organisés en France, au niveau ministériel mais aussi par l'ensemble des établissements et organismes d'enseignement supérieur et de recherche français, pour mettre à l'honneur l'Europe de la recherche et des universités pendant cette présidence.

Je souhaite que la conférence sur l'engagement citoyen dans les Missions européennes permette de sensibiliser la société civile et les institutions de recherche à ce nouveau dispositif ambitieux et novateur, fondé sur la participation et la résolution d'objectifs concrets à l'horizon 2030.

Au nom de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, je suis fière de vous recevoir au palais d'Iéna à Paris pour encourager l'engagement citoyen dans les Missions européennes.

Programme

7h45 Arrivée des participants

8h30 **Ouverture du colloque.** Hémicycle

Introduction par les deux facilitateurs / modérateurs de la journée : **Sylvain Bourmeau**, journaliste (France Culture et AOC-quotidien d'idées), **Caroline Broué**, journaliste (France Culture)

Marie-Claire Martel, Vice-présidente du CESE en charge de la participation citoyenne

Frédérique Vidal, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (France) (*)

Mariya Gabriel, Commissaire à l'Innovation à la Recherche, la Culture, l'Éducation et la Jeunesse (*)

Petr Gazdík, Ministre de l'Éducation et des sports (République tchèque) (*)

Anna Ekström, Ministre de l'Éducation (Suède) (*)

9h05 **Session plénière 1.** Hémicycle

Facilitation / modération : **Caroline Broué**, journaliste (France Culture) et **Sylvain Bourmeau**, journaliste (France Culture et AOC-quotidien d'idées)

Conférence inaugurale (1). **L'engagement des citoyens dans la recherche. Pourquoi et comment ?** **Frédéric Worms**, philosophe, directeur de l'École normale supérieure (ENS-PSL)

Conférence inaugurale (2). **La science ouverte et l'engagement citoyen : perspectives européennes.** **Edith Heard**, professeure au Collège de France (chaire Epigénétique et mémoire cellulaire), directrice générale de l'EMBL (Laboratoire européen de biologie moléculaire)

9h45 **Session plénière 2.** Hémicycle

Table ronde. **Les pratiques de l'engagement et le « tournant délibératif/participatif » dans la recherche**

Facilitation / modération : **Caroline Broué**, journaliste (France Culture)

Frédérique Chlous, professeure au Museum national d'histoire naturelle

Ângela Guimarães, coordinatrice du centre de compétences sur la participation et la démocratie délibérative, Centre de recherche conjoint de la Commission européenne (JRC)

Yves Mathieu, co-directeur de l'agence Missions Publiques

Jana Kolar, présidente du conseil de l'ESFRI (Forum européen des infrastructures de recherche)

Nicolas Ngo, chef du département des relations entre science et société à la direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

10h45 Pause

(*) Intervention à distance

11h **Session des ateliers**

- **Atelier 1 (s 301). « Adaptation ».** Adaptation au changement climatique : aider au moins 150 régions et communautés de l'Union européenne à devenir résilientes au changement climatique d'ici à 2030
Coordination : **Sylvane Casademont**, Directrice, **IHEST** - Institut des Hautes Études pour la Science et la Technologie
- **Atelier 2 (s 225). « Cancer ».** Améliorer la vie de plus de 3 millions de personnes d'ici à 2030 en développant la prévention, les traitements et la qualité de vie
Coordination : **Christine Chomienne**, professeure émérite Inserm-Université de Paris, vice-présidente du Conseil de la Mission « Cancer »
- **Atelier 3 (s 245). « Océans et eaux continentales ».** Restaurer notre océan et notre milieu aquatique d'ici à 2030
Coordination : **François Galgani**, chercheur, océanographe et biologiste, membre de l'Assemblée de la Mission « Océans »
- **Atelier 4 (hémicycle). « Villes ».** Villes climatiquement neutres et intelligentes. Mettre en place plus de 100 villes neutres pour le climat et intelligentes d'ici à 2030 et inciter toutes les autres villes à suivre cette voie d'ici à 2050
Coordination : **Françoise Guaspere-Gal**, chargée de politiques européennes à la Représentation de l'Île-de-France auprès de l'UE, membre de l'Assemblée de la Mission « Villes »
- **Atelier 5 (s 229). « Sols ».** Un pacte pour des sols sains en Europe. Créer 100 « laboratoires vivants » et « phares » pour mener la transition vers des sols sains d'ici à 2030
Coordination : **Jean-François Soussana**, vice-président d'INRAE en charge de la politique internationale, membre du Conseil de la Mission « Sols »

12h45 Pause

Hémicycle : **présentation du film immersif *Data du futur*** - Film de 27 minutes réalisé par Pascal Goblot. Coproduction Escalenta / Universcience, 2021 (2 séances)

14h **Session plénière 3. Hémicycle**

Table ronde. **Les Missions européennes et les Fondations. Quelles actions pour favoriser l'engagement des citoyens dans la recherche ?**

Facilitation / modération : **Sylvain Bourmeau**, journaliste (France Culture et AOC-quotidien d'idées)

Delphine Moralis, Philea Association européenne de philanthropie
Virginie Troit, directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française
Romain Troublé, directeur, Fondation Tara

14h45 **Session plénière 4. Hémicycle**

La jeunesse dans les Missions, les Missions pour la jeunesse. Jeunesse, environnement, communauté, inclusion, participation et engagement.

Facilitation / modération : **Caroline Broué**, journaliste (France Culture) et **Sylvain Bourmeau**, journaliste (France Culture et AOC-quotidien d'idées)

Coordination : **Emilie Frenkiel**, maîtresse de conférences en science politique, Université Paris Est Créteil (UPEC)

Interventions des **étudiants de l'Université Paris Est Créteil**, d'**Amandine Orsini**, professeure à l'université Saint-Louis (Bruxelles), d'**Open Source Politics** et du **CNAJEP**.

15h45 Pause-café

16h15 **Session plénière 5.** Hémicycle

Restitution des ateliers (10-15 minutes par atelier)

Facilitation / modération : **Sylvain Bourmeau**, journaliste (France Culture et AOC-quotidien d'idées)

17h25 **Session plénière 6.** Hémicycle

Facilitation / modération : **Sylvain Bourmeau**, journaliste (France Culture et AOC-quotidien d'idées)

Remarques conclusives (1). **Bruno Maquart**, président d'Universcience, au nom de la présidence d'ECSITE

Remarques conclusives (2). **Pascal Lamy**, président du Conseil de la Mission « Océans » et auteur du rapport *Investing in the European future we want, Report of the independent High Level Group on maximising the impact of EU Research & Innovation Programmes* (2017) (*)

17h40 **Clôture.** Hémicycle

Facilitation / modération : **Sylvain Bourmeau**, journaliste (France Culture et AOC-quotidien d'idées)

François Houllier, président d'Ifremer, d'Allenvi et du Conseil scientifique de la conférence

Jean-Éric Paquet, directeur général de la recherche et de l'innovation (RTD), Commission européenne

Claire Giry, directrice générale de la recherche et de l'innovation (DGRI), au nom de la Présidence française

18h Fin de la conférence

Conseil scientifique consultatif :

Frédérique Chlous (Muséum national d'Histoire naturelle), **Emilie Frenkiel** (Université Paris-Est Créteil), **Edith Heard** (EMBL – Laboratoire européen de biologie moléculaire), **François Houllier**, Président (Ifremer), **Walter Ricciardi** (Université catholique du Sacré-Cœur à Rome), **Jean-Pascal van Ypersele de Strihou** (Université de Louvain-la-Neuve)

Régime linguistique : français/anglais

Un système d'interprétariat classique est disponible lors des sessions plénières. Les ateliers et side-events sont monolingues mais bénéficient d'une traduction automatique surtitrée prise en charge par le système Systran. Seul l'atelier « Villes » bénéficie d'un interprétariat classique. Une traduction automatique français/anglais prise en charge par le système Systran sera disponible en webstreaming.

Ateliers

Atelier 1. « Adaptation »

Adaptation au changement climatique : aider au moins 150 régions et communautés de l'Union européenne à devenir résilientes au changement climatique d'ici à 2030.

Salle 301

Coordination : **Sylvane Casademont**, directrice de l'IHEST - Institut des Hautes Études pour la Science et la Technologie

Le changement climatique est en train d'affecter durablement notre société et nos modes de vie. La mission Adaptation au changement climatique vise à aider les régions et les communautés pour favoriser l'engagement des citoyens et des parties prenantes sur la question du changement climatique dans des projets de recherche appliquée. En s'appuyant sur des exemples de projets européens et français, l'atelier a pour but de formuler, à destination des parties prenantes, des conseils et des conditions de réussite pour susciter l'engagement citoyen. Il se structure de la façon suivante :

- Mettre à niveau tous les participants sur la mission Adaptation au Changement climatique et préciser le terme adaptation et ce que l'on entend par engagement citoyen (séquence 1),
- Découvrir des exemples et des expérimentations d'engagement citoyen en France et en Europe et en tirer des enseignements pour favoriser l'engagement citoyen dans la mission (séquence 2),
- Identifier par les participants à l'atelier les conditions de réussite à proposer à la PFUE permettant de déclencher l'engagement citoyen (séquence 3).

Les organisations qui ont préparé l'atelier :

Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie (IHEST), Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), Institut Pasteur, Université Paris 1, France Asia Boost, Thalès, C2 Stratégies, CCSTI Science et animation Toulouse, Syndicat national des espaces, Secrétariat général pour l'investissement (SGPI).

Atelier 2. « Cancer »

Améliorer la vie de plus de 3 millions de personnes d'ici à 2030 en développant la prévention, les traitements et la qualité de vie.

Salle 225.

Coordination : **Christine Chomienne**, professeure émérite Inserm-Université de Paris, vice-présidente du Conseil de la Mission « Cancer ».

Animation : **Thierry Guerrier**, journaliste.

La Mission Horizon Europe sur le cancer incarne une véritable approche de mission en intégrant des approches innovantes en matière de recherche, de santé publique, de partage de données, et d'engagement citoyen pour atteindre conjointement, avec le plan européen de lutte contre le cancer, un objectif ambitieux *d'améliorer la vie de plus de 3 millions de personnes d'ici 2030, par la prévention, la guérison et pour les personnes touchées par le cancer, y compris leurs familles, de vivre plus longtemps et mieux*. La mission sur le cancer place **les citoyens et les patients au centre des politiques publiques en matière de recherche et d'innovation** aux niveaux européen et national d'une manière structurée et significative, ce qui orientera l'élaboration des politiques futures vers des actions percutantes.

L'objectif de cet atelier est de définir le cadre nécessaire pour faciliter l'engagement d'un citoyen européen dans les futures actions de la Mission cancer au niveau européen et national.

Pour y parvenir, l'ordre du jour propose une présentation du concept de la Mission et des exemples d'engagement citoyen dans les actions contre le cancer. Les mesures nécessaires pour faciliter le dialogue et les co-constructions des projets de recherche et d'innovation avec toutes les parties prenantes et les citoyens seront discutées en deux sessions successives en utilisant comme études de cas les zones d'intervention de la Mission Cancer, où les citoyens et les survivants du cancer joueront un rôle central dans Horizon Europe, et les futures actions de la Mission cancer. A la fin de chaque session, les mesures identifiées seront priorisées par le public. **La langue principale de l'atelier sera le français.**

Les associations et organisations qui ont préparé l'atelier :

Institut National du Cancer (INCa), Institut Cancer AVIESAN (ITMO Cancer), Ligue National contre le Cancer, Fondation ARC pour la recherche sur le cancer, Arbre des connaissances, UNAPECLE, Imagine for Margo (FR), Kickcancer (BE), Fondatioun Kriibskrank Kanner (LUX), CCI-Europe, European League against Cancer (ECL Youth Ambassadors).

Atelier 3. « Océans et eaux continentales ».

Restaurer notre océan et notre milieu aquatique d'ici à 2030

Salle 245

Coordination : **François Galgani**, chercheur, océanographe et biologiste, membre de l'Assemblée de la Mission « Océans ».

En 2021, la Commission européenne a lancé la mission « Restaurer nos océans et nos eaux d'ici 2030 ». Cette mission s'appuiera sur les principales initiatives politiques et réglementaires de l'UE (Green Deal, politique commune de la pêche, directive-cadre "stratégie pour le milieu marin" et directive-cadre sur l'eau). A l'horizon 2030, la mission a cinq objectifs primordiaux: (i) combler le déficit de connaissances et d'émotions, (ii) régénérer les écosystèmes marins et d'eau douce, (iii) parvenir à une pollution zéro, (iv) dé-carboner notre océan et (v) réorganiser la gouvernance. Afin de démontrer dans un premier temps que les objectifs spécifiques de la mission sont réalisables, des actions pilotes, ou démonstrateurs, seront mis en œuvre. Dans la deuxième phase (après 2025), la mission soutiendra la mise à l'échelle des projets dans l'ensemble de l'UE. Ces démonstrateurs seront complétés par des actions facilitatrices, en particulier un système numérique de connaissance des océans et de l'eau (océan jumeau) et la mobilisation, l'engagement et la sensibilisation du public, afin de mieux surveiller, prévoir et valoriser la santé du système aquatique dans son ensemble.

La mobilisation et l'autonomisation des citoyens pour la conception et la mise en œuvre conjointes de solutions constituent l'un des principaux éléments de la mission « Océans et eaux ». Celle-ci mettra en relation les citoyens et les communautés européennes avec l'océan, les mers et les eaux, facilitera une large appropriation, ainsi que l'éducation. L'atelier est dédié à l'engagement citoyen dans les programmes scientifiques de la mission Océans et Eaux, engagement pour lequel les modalités stratégiques et opérationnelles, ainsi que les priorités restent à préciser. Le développement d'un outil favorisant les sciences participatives, directement lié aux autres initiatives de la mission, permettrait de coordonner et d'harmoniser toutes les actions en Europe et de servir d'interface entre la communauté scientifique et le public. Cet outil, qui pourrait prendre la forme d'une plateforme numérique, devrait faciliter l'intégration des actions citoyennes dans le Digital Twin Océan (DTO), l'une des composantes scientifiques et techniques majeures de la mission.

Objectifs :

L'atelier introduira les concepts de base de la mission, définira les besoins pour une implication forte des citoyens, et discutera les modalités et solutions opérationnelles (plateforme numérique, modules de l'océan jumeau, intégration des actions citoyennes dans les démarches des instituts scientifiques, mise en réseau des organisations associatives, etc.).

Atelier 4. « Villes »

Villes climatiquement neutres et intelligentes. Mettre en place plus de 100 villes neutres pour le climat et intelligentes d'ici à 2030 et inciter toutes les autres villes à suivre cette voie d'ici à 2050.

Hémicycle.

Coordination : **Françoise Guaspere**, chargée de mission à la Représentation de l'Île-de-France auprès de l'Union européenne, membre de l'Assemblée de la Mission « Villes ».

Dans le cadre d'Horizon Europe, le programme européen sur la recherche et innovation pour la période 2021-2027, la Commission européenne a proposé la création du concept de Mission afin d'attirer l'attention des citoyens sur les initiatives européennes et de répondre concrètement à leurs besoins. L'une de ces missions flèche spécifiquement les autorités publiques locales et régionales : la Mission « Villes » avec l'objectif de soutenir 100 villes à devenir climatiquement neutres à l'horizon 2030. Un atelier dédié à l'engagement citoyen dans le cadre de cette Mission est organisé le 21 mars (à 11h au Conseil Économique, Social et Environnemental). Il réunira des représentants de la Commission européenne, des décideurs économiques et politiques, des chercheurs-experts, des représentants des autorités locales et régionales et de la société civile, français et européens. Les échanges auront pour objectif premier d'enrichir les travaux de la plateforme de Mission, NetZeroCities, qui va apporter un soutien aux villes engagées dans la neutralité climatique.

Des questions seront posées au public, en présentiel et en ligne, grâce à l'utilisation d'une plateforme interactive, dont les réponses seront commentées et débattues. Les parties prenantes devront en conclusion proposer des actions concrètes pour favoriser l'engagement citoyen et la prise en compte de leurs souhaits et recommandations, afin de rendre plus efficiente la construction de la ville bas carbone faites par tous et pour tous. La participation des jeunes dans le cadre de cette Mission sera un sujet capital, d'autant plus que 2022 est l'Année européenne de la Jeunesse.

L'atelier sera organisé autour de trois sessions interactives :

- Il s'agira de définir, dans une première partie, ce qu'est la participation citoyenne et les formes qu'elle peut prendre dans la ville 'bas carbone'.
- Dans une deuxième partie, les villes et associations, montreront l'intérêt de cette participation pour enrichir les projets et présenteront les blocages déjà identifiés pour aller plus loin.
- Dans une troisième partie, les représentants de la communauté scientifique seront amenés à présenter leurs travaux pour alimenter la réflexion, répondre au questionnement des acteurs et enrichir les initiatives en cours de développement par la Commission dans la cadre de cette Mission dédiée aux villes.

Atelier 5. « Sols »

Un pacte pour des sols sains en Europe. Créer 100 « laboratoires vivants » et « phares » pour mener la transition vers des sols sains d'ici à 2030.

Salle 229.

Coordination : **Jean-François Soussana**, vice-président d'INRAE en charge de la politique internationale, membre du Conseil de la Mission « Sols »

Cette session discutera de l'engagement civique sur les sols dans le contexte de la mission « Soil Deal » de l'Union européenne récemment lancée. **Nathalie Sauze** (cheffe de mission et directrice générale de l'Agriculture et développement rural) présentera la mission « Soil Deal ». Trois dimensions de l'engagement civique sur les sols seront ensuite discutées lors de tables rondes réunissant des scientifiques, des ONG, des fondations et des autorités locales de plusieurs pays de l'UE.

Dans une première table ronde, les perceptions par les citoyens des défis liés aux sols en Europe seront discutées, montrant comment les citoyens et les parties prenantes s'engagent sur les questions liées aux sols, quels conflits surgissent (par exemple, sur l'occupation des sols, la pollution des sols) et comment l'engagement civique basé sur la science soutient le développement de solutions et de politiques publiques.

Lors d'une seconde table ronde, des exemples de recherche participative et de recherche citoyenne seront mis en avant, montrant l'émergence de réseaux nationaux de recherche citoyenne, de laboratoires vivants et d'initiatives locales créant des connaissances exploitables pour soutenir la restauration de la santé des sols.

L'éducation des citoyens sur les sols et le renforcement des capacités seront illustrés dans la dernière table ronde, y compris le rôle des cours en ligne, de l'observatoire européen des sols récemment lancé et du travail pratique avec les écoles. Sur la base des trois tables rondes, des recommandations seront formulées afin de développer davantage l'engagement citoyen sur le thème des sols par le biais de la mission « Soil Deal ».

Forum de la société civile et de la recherche : liste des porteurs d'idées, stands et side-events

Association L'Arbre des Connaissances

Présentation

L'Arbre des Connaissances (ADC) est une association de chercheurs qui agit pour renforcer les liens science-société et contribuer à l'émancipation et à la montée en compétence des adolescents. À l'interface entre la recherche, la culture et l'éducation, l'association crée des espaces de dialogue entre jeunes et sciences à travers trois dispositifs innovants : l'immersion de jeunes dans la recherche pendant une année scolaire (Apprentis Chercheurs), un webzine d'information scientifique sur les addictions (MAAD Digital) et la création et mise à disposition gratuite de jeux de rôles pour intéresser les jeunes aux sciences par le débat (Jouer à Débattre). L'ADC accompagne les professionnels de la recherche, de l'éducation et de la culture dans la mise en place de projets interprofessionnels dans les territoires pour les jeunes (≥ 13 ans).

Stand

« Favoriser l'engagement des scientifiques et des jeunes dans les relations science-société »

Le stand de l'Arbre des Connaissances permettra au public de découvrir plus en détail les trois dispositifs de l'association : Apprentis Chercheurs, Jouer à Débattre et MAAD Digital, et d'échanger sur les projets avec l'équipe de salariés et les chercheuses impliquées dans la gouvernance.

Association des Conseils en Innovation

Présentation

L'Association des Conseils en Innovation se compose de plus de 70 entreprises exerçant le métier de conseil en innovation, soit plus de 5 000 collaborateurs. Outre la mise en lumière des expertises de ses membres, l'ACI est engagée dans la défense et la promotion du métier de conseil en innovation, ainsi que la valorisation de l'innovation comme vecteur de la croissance économique et de la performance sociétale. Ses experts produisent régulièrement des livrables techniques (livres blancs, guides pratiques, articles d'expert...), à l'attention des acteurs publics et privés des écosystèmes d'innovation. Ils interviennent sur quatre sujets : les politiques publiques d'innovation et leur évaluation, les stratégies d'innovation, les projets collaboratifs innovants et le financement fiscal de l'innovation (CIR, CII). L'ACI a par ailleurs noué plusieurs partenariats, notamment la Médiation des entreprises et Bpifrance.

Site : www.asso-conseils-innovation.org

Stand et side-event

« #jesuisEUcolo »

L'Europe devient un levier pour concrétiser des idées citoyennes au service de la transition écologique et qui peuvent se traduire en termes de recherche et innovation. Son programme Horizon Europe, doté de 95,5 milliards d'euros, s'est fixé comme objectif d'impliquer davantage les citoyens dans leurs travaux. L'Association des Conseils en Innovation lance une concertation inédite. Nommée #jesuisEUcolo, cette dernière place le citoyen au cœur de la

dynamique de recherche et innovation de l'Union européenne. L'objectif est d'impliquer les citoyens français dans la définition des futures priorités environnementales et écologiques du programme de recherche et d'innovation Horizon Europe. Pour ce faire, ils sont invités à :

- proposer via une plateforme participative les sujets de recherche qui pourront être financés par l'Union européenne ;
- échanger, débattre et prioriser les sujets de recherche de demain lors de débats citoyens organisés en régions.

Enfin, les contributions seront synthétisées dans un livre blanc qui sera remis aux instances européennes, soit la Commission européenne et sa représentation en France, le Parlement européen et la Présidence française du conseil de l'Union européenne.

Pour contribuer : www.jesuiseucolo.org.

Association Française pour l'Etude du sol (AFES)

Présentation

L'Association française pour l'étude du sol (www.afes.fr) rassemble toutes les personnes intéressées par les différents aspects de l'étude des sols. Elle œuvre pour faciliter les échanges de savoirs autour des sols afin de contribuer à la préservation de ce milieu naturel et de cette ressource, fondamentale mais menacée. Ses actions se déclinent en trois axes :

- **valoriser les connaissances en sciences du sol** : par la revue *Étude et gestion des sols* et la mise à disposition de plus de 1200 ressources documentaires et pédagogiques ;
- **reconnaître les compétences en sciences du sol** des experts confirmés comme des jeunes chercheurs ;
- **animer des échanges entre acteurs de la société civile et experts** par l'organisation d'évènements visant des publics variés (Journée Mondiale des Sols, Journées d'étude des Sols).

Devant la profusion d'informations diffusées dans les médias, et dans un contexte de fortes augmentations des pressions exercées sur les sols, l'AFES, en tant que société savante, joue un rôle essentiel de canal direct et fiable entre recherche et société civile.

Stand

« Mobilisons-nous autour des sols, ressources non renouvelables ! », en partenariat avec l'INRAE.

Les sciences et recherches participatives au service de la connaissance des sols

Les sciences et recherches participatives sont des formes de production de connaissances scientifiques auxquelles participent, avec des chercheurs, des acteurs de la société civile, à titre individuel ou collectif, de façon active et délibérée (Charte des sciences et recherches participatives en France, 2017).

Les sols, essentiels pour nous tous

Siège de multiples fonctions vitales pour la planète et pour ses habitants, aujourd'hui plus que jamais, le sol et sa gestion sont l'objet de multiples enjeux (sécurité alimentaire, changement climatique, environnement, santé...). Le sol nous mobilise.

Des recherches participatives sur les sols

Les recherches participatives sur les sols s'inscrivent dans une dynamique née il y a plus de 10 ans. En 2016, l'INRAE a constitué un groupe de travail associant scientifiques et organisations de la société civile et en 2021, il s'est rapproché de l'AFES pour contribuer à la diffusion de ses travaux. Ce groupe a :

- Identifié des thématiques prioritaires et a permis l'émergence de nouveaux projets participatifs : www.inrae.fr/actualites/sciences-participatives-au-service-sols
- Etabli un inventaire des projets actuels de sciences participatives sur les sols qui couvrent l'ensemble des enjeux : ils portent sur l'identification des sols, de leurs propriétés physico-chimiques ou biologiques, certains ciblent les espaces agricoles ou urbanisés, d'autres tous les espaces : [/www.afes.fr/actions/recherches-participatives/porteurs-de-projets-recherche-participative](http://www.afes.fr/actions/recherches-participatives/porteurs-de-projets-recherche-participative)
- Organisé un premier colloque en partenariat avec l'Ademe et l'OFB qui a réuni acteurs scientifiques et de la société le 24 novembre 2021 à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris : www.afes.fr/actions/recherches-participatives/le-colloque-annuel

Association La Fresque du Climat

Présentation

La Fresque du climat est une association portant un atelier ludique du même nom, fondé sur l'intelligence collective et dont le contenu est issu des rapports du GIEC. Pendant 3 heures, guidés par un animateur, 5 à 8 participants disposent 42 cartes sur une table pour mettre en lumière les causes et les conséquences du changement climatique et s'approprier une vision systémique du phénomène. Ils échangent ensuite sur leurs émotions - élément clé pour déclencher l'action - puis sur leur potentiel d'action et d'impact. L'outil a démontré sa pertinence et sa capacité de passage à l'échelle, avec déjà plus de 320 000 participants en 3 ans, 15 000 animateurs formés, en 35 langues et à travers 50 pays. Cette croissance exponentielle est obtenue grâce au taux de conversion de 5 à 10 % de participants qui deviennent eux-mêmes animateurs, véritables ambassadeurs de l'éducation au climat.

<https://fresqueduclimat.org>

Stand

« La Fresque du Climat »

La Fresque du Climat propose au public de découvrir le concept de l'atelier qui a su mobiliser plus de 320 000 participants en 3 ans sur la compréhension systémique du changement climatique et former 15 000 animateurs engagés à échanger sur le sujet avec leurs proches, leurs collègues, leurs élus, des étudiants et plus généralement la société civile. L'association présentera une version quiz de l'atelier, qui met en lumière l'aspect systémique qui est recréé par l'intelligence collective issue des participants et donnera un avant-goût de l'atelier lui-même, et il sera proposé aux participants d'essayer l'atelier directement. Plusieurs animateurs et animatrices seront présents pour animer et échanger avec les participants sur le concept de l'atelier et leur expérience de sensibilisation au changement climatique auprès de divers publics.

Side-event

« Conférence interactive : retour d'expérience par la Fresque du Climat sur le développement et la diffusion d'un outil permettant de sensibiliser un grand nombre de personnes, en peu de temps et de manière qualitative, sur une problématique identifiée ».

La conférence se déroulera en 3 parties :

- 30 minutes - Échange entre plusieurs intervenants sur l'historique de la Fresque du Climat, l'outil, ses caractéristiques propres et ses objectifs pédagogiques, le mode de fonctionnement de l'association, les différents publics visés, les programmes lancés par l'association pour favoriser le déploiement, les freins identifiés et résolus, les perspectives de développement.
- 15 minutes : session questions/réponses.
- 15 minutes : démonstration de la fresque, en interaction avec le public, permettant de montrer l'approche pédagogique de l'atelier fondée sur l'intelligence collective et l'apprentissage transformatif.

Il sera montré qu'il est possible de créer des outils disruptifs simples, qui peuvent être mis à l'échelle et permettre des changements sociétaux rapides, en sensibilisant le plus grand nombre sur le changement climatique et en favorisant le passage à l'action à tous les niveaux de la société.

Commission européenne

Présentation

Les objectifs politiques généraux de l'UE sont élaborés collectivement par ses institutions, dont la Commission européenne. La Commission comprend 27 commissaires, connus sous le nom de "collège". Ensemble, ils prennent les décisions relatives à l'orientation politique et stratégique de la Commission. La Commission est soutenue par ses services, qui sont organisés en départements politiques, appelés "directions générales" (DG), responsables de différents domaines politiques. Les DG préparent, développent, mettent en œuvre et gèrent la politique, la législation et les programmes de financement de l'UE. En outre, les départements de service traitent les questions administratives spécifiques. Les agences exécutives gèrent les programmes mis en place par la Commission.

Stand

« Les Missions de l'UE : avec et pour les citoyens »

Le stand de la Commission présente les initiatives d'engagement des citoyens menées par la Commission européenne dans le cadre des missions de l'UE, ainsi que le Centre de compétence sur la démocratie délibérative dirigé par le Centre commun de recherche. Vous trouverez des informations sur les activités prévues par chaque mission et les outils disponibles à travers le Centre de compétence.

Site internet des Missions : https://ec.europa.eu/info/research-and-innovation/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe_en#studies

Cnajep

Présentation

Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, le Cnajep est une coordination qui réunit plus de 75 mouvements nationaux de jeunesse et d'éducation populaire qui mobilisent plus de 500 000 jeunes engagés dans des projets.

Le Cnajep constitue un observatoire et un laboratoire d'idées sur la jeunesse, l'éducation populaire et les politiques publiques afférentes. Le Cnajep se situe ainsi comme une force de proposition et d'interpellation sur la jeunesse et l'éducation populaire, et est inscrit dans des dynamiques de co-construction des politiques publiques.

Le Cnajep participe également à l'animation territoriale à travers un réseau de comités régionaux (les Crajep) implantés sur l'ensemble du territoire. Membre fondateur du Forum européen de la Jeunesse, le Cnajep, en tant que Conseil national de Jeunesse, est également particulièrement impliqué sur les questions de citoyenneté et de politiques de jeunesse au niveau européen.

Pour plus d'infos : www.cnajep.asso.fr

Stand

« S'engager pour une Europe durable et inclusive »

Provox est le portail du Dialogue Structuré en France. Le Dialogue Structuré ou EU Youth Dialogue est un processus institutionnalisé au niveau européen. Unique en son genre, son objectif est de viser à améliorer les politiques publiques en favorisant le dialogue entre les jeunes et les décideurs politiques.

Pour celles et ceux qui souhaitent en savoir plus sur la méthode du Dialogue Structuré et tout connaître sur la nouvelle campagne « Une Europe durable et inclusive », ce stand est à ne pas manquer !

Avec toujours en tête, une priorité, répondre à cette question : Comment prendre en compte la parole des jeunes dans la conception des politiques publiques ? Ce stand présente la méthode mais surtout la campagne qui vient de se lancer sur les deux objectifs européens de jeunesse n°3 « Sociétés Inclusives » et n°10 « Une Europe Verte et Durable ». Les représentants du stand seront présents pour répondre à toutes les interrogations des participants ! Le public pourra également interagir avec les deux jeunes ambassadeurs de cette campagne.

Croix-Rouge française

Présentation

La Croix-Rouge française (CRF) est une association d'aide humanitaire française fondée en 1864. Elle a pour objectif de venir en aide aux personnes en difficulté en France et à l'étranger. Ses missions fondamentales sont l'urgence, le secourisme, l'action sociale, la formation, la santé et l'action internationale.

Reconnue d'utilité publique depuis 1945, la Croix-Rouge française est l'une des 191 sociétés nationales du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elle compte plus de 60 579 bénévoles¹ et 16 000 salariés². Son réseau est constitué de 1 019 implantations locales, 108 délégations départementales et territoriales et 573 établissements sociaux,

médico-sociaux et sanitaires, répartis sur l'ensemble du territoire français, y compris dans les départements et territoires d'outre-mer. La Croix-Rouge française est par ailleurs présente dans 27 pays pour y développer des programmes spécifiques afin d'améliorer notamment l'accès à l'eau, la précarité alimentaire et la santé des personnes vulnérables.

Animation

Jeu délibératif : Feuille/Corde/Pinces à linge en anglais et en français

Avec : Hannah Gregor, ambassadrice PFUE, Axel Sengenès-Cros, chargé de la thématique jeunesse, Inès Meurisse, chargée des affaires européennes au Département des partenariats institutionnels.

Lieux : Espace Forum et salles des Pas perdus

European Network of Living Labs (ENoLL)

Présentation

Le Réseau européen des laboratoires vivants (ENoLL) est une association internationale à but non lucratif qui vise à promouvoir et à améliorer les écosystèmes d'innovation axés sur les utilisateurs, plus précisément le concept Living Labs à l'échelle mondiale. ENoLL se concentre sur la facilitation de l'échange de connaissances, les actions conjointes et les partenariats entre ses +480 membres historiquement étiquetés, la promotion des politiques de l'UE, la promotion des laboratoires vivants et leur mise en œuvre dans le monde entier. ENoLL est organisé en groupes de travail, qui incluent : l'énergie et l'environnement, la mobilité, les laboratoires de vie rurale, l'impact social de l'intelligence artificielle, le groupe de travail conjoint avec la Commission européenne sur la durabilité numérique, y compris la pollution zéro et le groupe de travail avec le JRC sur les laboratoires vivants comme outil réglementaire.

Stand

« ENoLL : permettre à tous d'innover »

Les laboratoires vivants (LL) sont de plus en plus reconnus comme un outil important pour résoudre les défis auxquels notre société est confrontée, et qui nécessitent une collaboration entre l'industrie, les universités, le gouvernement et les citoyens pour trouver et impacter la société.

La clé des laboratoires vivants est l'implication, dès les premières étapes, des utilisateurs finaux (qui dans de nombreux cas sont des citoyens individuels). Les laboratoires vivants accordent aux individus (citoyens, utilisateurs) un rôle central, renforcent l'innovation à partir des connaissances scientifiques et des données de recherche, mais aussi testent, expérimentent, valident, pilotent et diffusent en soutenant l'innovation et en contribuant à l'acceptation sociale de la technologie. Les laboratoires vivants sont des orchestrateurs d'écosystèmes d'innovation car ils impliquent un large éventail d'acteurs, les laboratoires vivants étant au cœur des interactions.

Seront présentés sur le stand : les solutions d'ENoLL, la ville d'Eindhoven- Pays-Bas, le parc technologique de Cracovie- Pologne, SOFIA DEVELOPMENT ASSOCIATION- Bulgarie, Hellenic Institute of Transport – CERTH -Grèce, GAIA Cluster Bilbao - Espagne, University of Limerick – Irlande, Forum Vriium Helsinki – Finlande, Thess-AHALL / AUTH Medical Physics & Digital Innovation Lab, Grèce.

Fondation Tara Océan

Présentation

La Fondation Tara Océan est la première fondation reconnue d'utilité publique consacrée à l'Océan en France. Elle porte deux missions principales : explorer l'Océan pour mieux le comprendre et partager les connaissances scientifiques sur l'Océan afin de créer une prise de conscience citoyenne et collective.

Depuis 18 ans, elle développe une science de l'Océan de haut niveau, en collaboration avec des laboratoires de recherche internationaux d'excellence, pour explorer, comprendre et anticiper les bouleversements liés aux risques climatiques et environnementaux ainsi que les impacts des diverses pollutions.

Pour faire de l'Océan une responsabilité commune et pour le préserver, la Fondation Tara Océan s'applique également à sensibiliser le plus grand nombre à la science de l'Océan et à éduquer les jeunes générations.

www.fondationtaraocean.org

Stand

« Découverte des sciences marines »

La Fondation Tara Océan animera un double atelier de découverte de la Science de l'Océan. Les deux ateliers se font écho pour expliquer les liens entre micro-biodiversité marine et microplastiques.

Le premier atelier offrira au public de découvrir le microbiome marin, ce monde indispensable à la vie sur Terre. Ces micro-organismes marins méconnus tiennent une place essentielle dans l'écosystème océanique : ils captent le dioxyde de carbone atmosphérique, constituent le premier maillon de toute chaîne alimentaire et représentent plus des deux-tiers de la biomasse marine. La Fondation Tara Océan a développé de nouvelles ressources dans le cadre de la Mission Microbiomes : vidéos, infographies, magazine... ainsi qu'un nouvel outil en collaboration avec le programme d'océanographie citoyenne Plankton Planet, le Curiosity microscope.

Un microscope convivial et innovant pour soutenir une océanographie citoyenne durable, fournissant de nouvelles connaissances essentielles sur le peuple invisible de l'Océan.

Le second atelier s'intéressera à une menace qui pèse de plus en plus fortement sur ces écosystèmes marins : les pollutions plastiques. Grâce à sa mallette pédagogique, et en écho avec l'Océan Lab du premier atelier, la Fondation présentera la diversité des matières plastiques, les foyers de pollution à terre, le phénomène de fragmentation et son impact sur le microbiome et les chaînes alimentaires marines.

Ce double atelier fournira ainsi une vue d'ensemble du champ d'action de la Fondation Tara Océan : l'étude du monde invisible de l'Océan, son rôle, les dangers qui le menacent et surtout, la recherche de solutions collectives à la hauteur de l'enjeu mais portera aussi grâce au consortium Plankton Planet un nouveau type de dialogue entre science et citoyens autour de l'Océan.

Side-event

« Sciences participatives. Plastique à la loupe »

Plastique à la loupe (PAL) est une opération pédagogique de sciences participatives développée par la Fondation Tara Océan, en partenariat avec le CEDRE et le CNRS depuis 2019

et destinée aux collégiens et lycéens. Elle vise à constituer une base de données inédite sur les plastiques (macro, méso et micro) qui se retrouvent sur les plages et les berges des cours d'eau de France métropolitaine et d'Outre-Mer. La base de données ainsi constituée alimente actuellement la recherche scientifique, des bases de données françaises et européennes, et contribue à l'aide à la décision politique. Chaque année, en fin d'année scolaire, les élèves reçoivent une restitution des scientifiques qui ont analysé les échantillons transmis par les classes.

Tout particulièrement, elle peut représenter pour les maires et les élus locaux une source d'informations sur les pollutions plastiques de leurs territoires et d'inspiration à l'action. Les données collectées par les 30 académies engagées dans PAL pendant l'année scolaire 2021-2022, soit plus de 300 établissements et environ 17 000 jeunes.

Cette table ronde visera à partager ce qui fait l'originalité et la réussite de cette expérience avec le public présent sur place ou en ligne.

<https://plastiquealaloupe.fondationtaraocean.org>

Grenoble INP – UGA

Présentation

L'Institut d'ingénierie et de management de Grenoble (*Grenoble INP-UGA*) est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche qui regroupe 8 écoles d'ingénieurs et de management au sein de l'Université Grenoble-Alpes.

C'est à Grenoble, en mars 2021, à l'occasion du dialogue bi-annuel de *Unite!* (l'Alliance d'Universités européennes dont Grenoble INP-UGA est membre) qu'est née l'idée de lancer l'initiative *European Universities Community* (EUC) dont l'objectif est de porter la voix des étudiants des Alliances d'Universités européennes dans le cadre de la Conférence pour l'Avenir de l'Europe.

Par la suite, six autres établissements d'enseignement supérieur français (à travers les Alliances d'Universités européennes qu'ils représentent) se sont accordés sur l'importance de la contribution des Alliances à la Conférence sur l'Avenir de l'Europe et ont donné du contenu à la *European Universities Community*.

Il s'agit de Sciences Po pour **CIVICA** ; l'Université de Montpellier pour **CHARM-EU** ; CY Cergy Paris Université pour **EUTOPIA** ; l'Université Technologique de Troyes pour **EUT+** ; l'Université de Poitiers pour **E2CU** ; et, enfin, l'Université de Savoie-Mont Blanc pour **UNITA**.

Stand

« Initiative Communauté européenne des universités (CEU) »

Le projet *European Universities Community* (EUC) est une initiative de terrain réunissant les étudiants, représentants étudiants, personnels académique et administratif des Universités européennes. L'initiative a pour but de faire entendre la voix des étudiants en s'inscrivant dans le cadre de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe lancée par la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil européen le 9 mai 2021. La Cofoe doit aboutir à des conclusions courant mai 2022 et contribuer à définir des orientations sur l'avenir de l'Europe. Initié par un noyau de 7 universités françaises, le projet EUC s'est rapidement ouvert à tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche européens et particulièrement ceux qui constituent les Alliances d'Universités européennes.

Les objectifs de EUC

- Faire entendre la voix des étudiants sur 10 thématiques qui préoccupent l'UE lors de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe (voir les 10 thématiques ici) ;
- Encourager l'engagement des étudiants au sein des Universités européennes ;
- Renforcer la collaboration entre les Alliances d'Universités européennes ;
- Accroître l'impact et la visibilité de l'initiative "*Universités européennes*" ;
- Jeter les bases d'une action de long terme visant à renforcer la place des jeunes dans le processus démocratique européen.

Comment ?

Les étudiants peuvent participer à l'une ou plusieurs des actions suivantes pour faire entendre leur voix :

- Action 1 : Contribuer sur la plateforme numérique multilingue de la Cofoe ;
- Action 2 : Participer à la Session inaugurale de l'Assemblée des étudiants européens (Action réservée aux étudiants des *Universités européennes*) ;
- Action 3 : Rédiger un Manifeste sur l'Avenir des Universités en Europe ;
- Action 4 : Promouvoir le multilinguisme et le multiculturalisme en participant à des projets académiques et pédagogiques.

Ifremer

Présentation

Reconnu dans le monde entier comme l'un des tout premiers instituts en sciences et technologies marines, l'Ifremer s'inscrit dans une double perspective de développement durable et de science ouverte. Il mène des recherches, innove, produit des expertises pour protéger et restaurer l'océan, exploiter ses ressources de manière responsable, partager les connaissances et les données marines afin de créer de nouvelles opportunités et accompagner les acteurs économiques du monde maritime vers des activités respectueuses du milieu marin.

Présents sur toutes les façades maritimes de l'hexagone et des outremer, ses laboratoires sont implantés sur une vingtaine de sites dans les trois grands océans. Pour le compte de l'État, il opère la Flotte océanographique française au bénéfice de la communauté scientifique nationale. Il conçoit ses propres engins et équipements de pointe pour explorer et observer l'océan, du littoral au grand large et des abysses à l'interface avec l'atmosphère.

Ouverts sur la communauté scientifique internationale, ses 1500 chercheurs, ingénieurs et techniciens font progresser les connaissances ; ils contribuent à éclairer les politiques publiques et proposent des solutions innovantes pour une économie bleue durable. Leur mission consiste aussi à sensibiliser le grand public aux enjeux maritimes.

En 2021, l'Ifremer a créé son comité des parties prenantes. Cette nouvelle instance de gouvernance, composée de 23 membres, constitue un outil au service d'un dialogue régulier et approfondi avec la société civile, au-delà des parties prenantes déjà impliquées.

Site internet : www.ifremer.fr.

Side-event

« L'engagement citoyen dans les Missions européennes : retour sur la consultation citoyenne Starfish 2030 »

En 2020, dans le cadre de la Mission Starfish 2030, Pascal Lamy, président du Mission Board Oceans, a souhaité consulter les citoyens européens pour recueillir leur avis sur les cinq axes de travail proposés par le Comité d'experts de la Mission qui réunissait des scientifiques, des représentants de la société civile et des filières économiques. En plus de la France, dix pays européens ont répondu présents : Danemark, Estonie, Finlande, Irlande, Italie, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie et Suède.

En France, la réalisation de cette enquête a été confiée à l'Ifremer et relayée par plus de 40 partenaires. Un questionnaire en ligne a permis de recueillir 6600 réponses en 20 jours.

Des analyses de ces réponses, il ressort une volonté d'engagement marquée et un fort besoin de connaissances. L'Ifremer entend tirer les leçons de cet intérêt pour la santé du système aquatique et a interrogé son nouveau Comité des parties prenantes sur les suites à donner à cette consultation

Après une présentation des résultats de l'enquête par Chances Conseil, les membres du Comité des parties prenantes de l'Ifremer seront invités à échanger sur l'opportunité d'inscrire un tel processus dans la durée et sur la manière de traduire l'expression des attentes sociétales dans les activités de l'Ifremer.

Programme

- Propos liminaires, par François Houllier, président – directeur général de l'Ifremer.
- L'origine de la consultation citoyenne Starfish 2030, par Geneviève Pons, membre de la Mission et co-présidente du comité des parties prenantes.
- Méthodologie de l'enquête et principaux résultats, par Fabrice Krzeminski – Chances Conseil.
- Table ronde : les suites à donner à la consultation citoyenne Starfish 2030, par le comité des parties prenantes de l'Ifremer.

Intervenants du Comité des parties prenantes (CPP) : Sébastien Treyer, co-président du CPP, David Guillerme, Sarah Lelong, Céline Liret, Marie-Noelle Tine-Dyevre

INRAE

Présentation

L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE, www.inrae.fr), est un acteur majeur de la recherche et de l'innovation créé le 1er janvier 2020. Institut de recherche finalisé issu de la fusion entre l'Inra et Irstea, il rassemble une communauté de 12 000 personnes, avec 273 unités de recherche, service et expérimentales implantées dans 18 centres sur toute la France.

L'Inrae se positionne parmi les tout premiers organismes de recherche au monde en sciences agricoles et alimentaires, en sciences du végétal et de l'animal, et en écologie-environnement. Premier organisme de recherche mondial spécialisé sur l'ensemble « agriculture-alimentation-environnement », l'Inrae a pour ambition d'être un acteur clé des transitions nécessaires pour répondre aux grands enjeux mondiaux. Face à l'augmentation de la population, au changement climatique, à la raréfaction des ressources et au déclin de la biodiversité, l'Inrae construit des solutions pour des agricultures multi-performantes, une alimentation de qualité et une gestion durable des ressources et des écosystèmes.

Stand

« Les sciences participatives et les sols : la structuration de la communauté française », en partenariat avec l'AFES.

Les sciences et recherches participatives au service de la connaissance des sols

Les sciences et recherches participatives sont des formes de production de connaissances scientifiques auxquelles participent, avec des chercheurs, des acteurs de la société civile, à titre individuel ou collectif, de façon active et délibérée (Charte des sciences et recherches participatives en France, 2017).

Les sols, essentiels pour nous tous

Siège de multiples fonctions vitales pour la planète et pour ses habitants, aujourd'hui plus que jamais, le sol et sa gestion sont l'objet de multiples enjeux (sécurité alimentaire, changement climatique, environnement, santé...).

Des recherches participatives sur les sols

Les recherches participatives sur les sols s'inscrivent dans une dynamique née il y a plus de 10 ans. En 2016, INRAE a constitué un groupe de travail associant scientifiques et organisations de la société civile et en 2021, il s'est rapproché de l'AFES pour contribuer à la diffusion de ses travaux. Ce groupe a :

- Identifié des thématiques prioritaires et a permis l'émergence de nouveaux projets participatifs : www.inrae.fr/actualites/sciences-participatives-au-service-sols
- Etabli un inventaire des projets actuels de sciences participatives sur les sols qui couvrent l'ensemble des enjeux : ils portent sur l'identification des sols, de leurs propriétés physico-chimiques ou biologiques, certains ciblent les espaces agricoles ou urbanisés, d'autres tous les espaces : www.afes.fr/actions/recherches-participatives/porteurs-de-projets-recherche-participative
- Organisé un premier colloque en partenariat avec l'Ademe et l'OFB qui a réuni acteurs scientifiques et de la société le 24 novembre 2021 à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris : www.afes.fr/actions/recherches-participatives/le-colloque-annuel

Muséum national d'Histoire naturelle

Présentation

Le Muséum national d'Histoire naturelle est un établissement scientifique étudiant la Terre et le Vivant depuis les périodes les plus reculées du passé jusqu'à aujourd'hui, en interrogeant notre devenir. Il contribue à la production, au développement et au partage des connaissances sur la diversité géologique et biologique de la Terre, sur la diversité des cultures et des sociétés et sur l'histoire de la planète.

A cette fin, il développe en synergie la recherche fondamentale et appliquée, l'expertise, la valorisation, l'enrichissement, la conservation et la mise à disposition des collections et des données, la formation dont l'enseignement, l'action éducative et la diffusion de la culture scientifique et technique à l'intention de tous les publics.

Le Muséum partage ainsi ses savoirs tout en œuvrant à la conservation de la biodiversité et des patrimoines, qu'ils soient naturels ou culturels. Environ 2 500 collaborateurs, chercheurs, soigneurs, bibliothécaires, taxidermistes, chargés de collections, ingénieurs, vétérinaires, muséologues... s'y attellent dans ses murs et sur le terrain.

Stand

« Les sciences participatives au Muséum : un partenariat citoyens - chercheurs au cœur des enjeux de la société »

Les sciences participatives sont au cœur des valeurs et des différentes missions du Muséum, en tant qu'établissement de recherche, d'expertise, d'enseignement, de conservation des collections et de diffusion des savoirs, au service des grandes questions de société. Parce qu'elles associent de manière originale recherche et citoyens, elles disposent d'un potentiel unique pour produire des connaissances nouvelles, pour engager les citoyens et leur fournir des moyens d'agir, pour transformer les relations entre chercheurs et citoyens, et pour œuvrer pour une démocratie de la connaissance. Elles contribuent de ce fait à la fois à renouveler les problématiques scientifiques du Muséum et à ancrer son engagement pour la transformation de la société face aux grands enjeux contemporains.

Le Muséum dispose d'une tradition historique de plusieurs siècles de collaborations entre scientifiques et amateurs, et a été pionnier dans le développement de programmes de sciences participatives, notamment dédiés à l'observation de la biodiversité. Aujourd'hui, une grande diversité de projets participatifs a éclos au sein du Muséum, dans un grand nombre de disciplines : écologie, biologie, anthropologie, archéologie, patrimoines, astronomie, géologie....

Le stand exposera donc un panorama représentatif de la diversité de ces projets afin de montrer de façon concrète et opérationnelle comment les citoyens sont déjà acteurs des projets de recherche, aux côtés des scientifiques.

Sites internet : www.mnhn.fr/fr/participer-a-la-science et [Les Muséums et les sciences participatives](#) (vidéo, 3'01s)

Side-event

« Histoires de Nature : Venez découvrir la collection participative sur les changements environnementaux »

Le Muséum national d'Histoire Naturelle et son homologue de Berlin, le Museum für Naturkunde, développent conjointement un nouveau projet participatif innovant et interculturel, dénommé « Histoires de Nature » et interrogeant nos perceptions et représentations des changements environnementaux.

Afin de mieux appréhender ces transformations, chaque citoyen français et allemand sera invité à partager et interpréter un document du passé qui témoigne de ces changements : souvenirs personnels (cartes postales, photos, correspondances, carnets de recette...) ; documents d'archives (journaux, vidéos...) ; extraits d'œuvres littéraires ou artistiques.

Ces documents et les récits individuels associés constitueront la base d'une nouvelle collection d'histoire naturelle innovante, entièrement numérique et produite par les citoyens.

À travers ce projet, les deux Muséums entendent contribuer à l'amplification de la prise de conscience des enjeux actuels liés à la préservation de la nature, aux échelles individuelle et collective, en s'appuyant sur le vécu des participants et leurs témoignages issus du registre « familial ».

Une présentation du projet sera suivie d'un échange avec les participants afin de recueillir leurs suggestions et commentaires sur cette initiative encore en construction. Cette présentation sera précédée d'une introduction sur les différents programmes de sciences participatives existant au Muséum national d'Histoire naturelle.

NetZeroCities

Présentation et stand

NetZeroCities est la plateforme qui soutient le travail de la mission de l'UE "100 Climate-Neutral and Smart Cities by 2030" (Villes neutres pour le climat et intelligente). NetZeroCities aidera les villes à surmonter les obstacles structurels, institutionnels et culturels auxquels elles sont actuellement confrontées afin d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2030, et permettra aux villes et aux citoyens européens de montrer la voie à suivre vers un avenir inclusif, prospère, résilient au changement climatique. NetZeroCities fait partie du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 en soutien au Green Deal de l'Union européenne.

Site internet : www.netzerocities.eu

Side-event

« Engager les villes, les citoyens et les acteurs de la ville pour atteindre la neutralité climatique »

Les villes ont un rôle de premier plan à jouer, non seulement pour atteindre les objectifs climatiques, mais aussi pour garantir que les efforts de décarbonation soient équitables et contribuent au bien-être de tous les citoyens européens. La Mission de l'UE "100 Climate-Neutral and Smart Cities by 2030" a ainsi pour objectif d'amener 100 villes européennes à zéro émission nette d'ici 2030. Atteindre un tel niveau d'impact sera une entreprise extrêmement exigeante. Cela nécessitera des changements profonds et systémiques, ainsi qu'un haut niveau d'engagement citoyen et de coopération de et entre tous les secteurs. Ce side-event présentera le travail de la Mission et du projet NetZeroCities, sa plateforme de mise en œuvre. Il abordera le rôle de l'engagement citoyen pour transformer durablement les villes et leur permettre d'atteindre la neutralité climatique de façon inclusive.

Océanopolis

Présentation

Océanopolis, Centre National de Culture Scientifique dédié à l'Océan.

Depuis plus de 30 ans, Océanopolis, équipement de Brest métropole géré par Brest'aim, est un lieu de partage et d'échange de savoir sur la base des connaissances scientifiques.

Au travers de la visite de ses trois pavillons (Bretagne, tropical et polaire) et de son sentier des loutres, Océanopolis offre à ses visiteurs un voyage au propos scientifique rigoureux, au cœur d'une multitude d'écosystèmes marins fidèlement reconstitués dans ses aquariums, pour changer le regard sur l'Océan : mieux comprendre sa biodiversité, pour mieux la préserver.

Il sensibilise tous les publics à travers ses activités de médiation et d'éducation pour en faire des citoyens responsables et engagés.

Imaginé par des universitaires qui souhaitent faire sortir la science des laboratoires et la vulgariser auprès du grand public, Océanopolis n'est pas tout à fait un aquarium comme les autres : des liens avec les chercheurs n'ont cessé d'être tissés, et notamment ceux de Brest dont la qualité de la plateforme scientifique est unique en Europe mais aussi avec des équipes internationales.

Stand

« ARCTIC 2100 »

ARCTIC 2100 est une expérience immersive inédite de réalité virtuelle interactive qui vise à sensibiliser les citoyens aux enjeux liés à la préservation de la biodiversité marine et aux impacts du changement climatique sur l'océan.

En étroite collaboration avec des experts du CNRS, Océanopolis (Brest) et l'Institut de Recherche Technologique (IRT) ont développé ce dispositif innovant de médiation présentant le plus fidèlement possible l'état du milieu marin arctique aujourd'hui et tel qu'il pourrait être demain. Au sein des régions polaires, le dérèglement climatique est plus rapide que celui observé en moyenne au niveau mondial. Elles jouent ainsi le rôle de « sentinelles avancées » et préfigurent les changements qui affecteront tous les écosystèmes, marins et terrestres.

Ce dispositif ludique et pédagogique invite quatre plongeurs virtuels à découvrir l'écosystème polaire de l'océan Arctique. Ils embarquent dans un voyage scientifique à travers le temps, de 1950 à 2100, dans cette zone où le changement climatique est beaucoup plus rapide. ARCTIC 2100 s'appuie sur la technologie de la réalité virtuelle en associant images de synthèse et interactivité entre le participant-plongeur et les espèces marines.

ARCTIC 2100 vise à mobiliser le public autour des enjeux du nexus Océan-Climat-Biodiversité. L'objectif est de créer des émotions et de partager des connaissances afin de changer leur regard porté sur l'océan.

Open Source Politics

Présentation

Open Source Politics est un acteur de référence dans le secteur de la civic tech qui défend une vision, celle de la démocratie participative, grâce à de nouveaux outils numériques axée sur la transparence, la collaboration, le respect de la vie privée et l'accessibilité.

Open Source Politics accompagne depuis 2016 des institutions locales et nationales dans le déploiement d'outils numériques dédiés à la participation citoyenne. Plus de 150 clients lui ont fait confiance tout au long de la conception et de la conduite de leurs démarches de consultation, de votation ou de budget participatif. Cette diversité de missions et l'extension de ses réseaux de partenaires à l'international lui a permis d'acquérir une vue d'ensemble sur les bonnes pratiques portées par les meilleurs dispositifs démocratiques menés en ligne à travers le monde. Son expérience lui permet de travailler aujourd'hui avec des acteurs multiples comme la Commission européenne dans le cadre de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe, le Sénat et l'Assemblée nationale, plusieurs métropoles comme celle de Lille, Bordeaux ou New York, ou encore des ONG.

Site internet : <https://opensourcepolitics.eu/>

Stand et side-event

« La plateforme participative de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe : échanges et résultats »

Open Source Politics souhaite mettre en avant son expertise sur la conception et la conduite de démarches participatives en ligne, en présentant notamment les projets menés avec la Commission européenne dans le cadre de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe et ceux conduits avec la Métropole Européenne de Lille. Les plateformes mises en place par ces acteurs ont permis aux citoyens de déposer des propositions, d'organiser des événements et de faire émerger des idées sur des sujets et des thématiques variés. Les plateformes et logiciels de conduite de démarches participatives apparaissent comme une solution favorisant et facilitant l'engagement citoyen sur des problématiques globales telles que l'adaptation au changement climatique, la préservation des sols et des ressources en eau, la création d'une assurance santé européenne, ou encore le renforcement de la démocratie. Ainsi, les sujets sur lesquels les citoyens se sont mobilisés dans le cadre des différentes démarches mises en œuvre par ces acteurs, entrent dans les domaines des Missions lancées en septembre 2021.

OPERAS AISBL

Présentation

OPERAS est une infrastructure de recherche distribuée dédiée à la communication savante dans les domaines des sciences humaines et sociales (SHS). OPERAS soutient l'élargissement et l'application des principes de la science ouverte dans les pratiques de recherche en SHS et contribue à la construction d'un écosystème de communication savante dans lequel les recherches en SHS profitent aux chercheurs, aux universitaires, aux étudiants et, plus généralement, à l'ensemble de la société en Europe et dans le monde, sans barrières. OPERAS aide à relever les défis des Missions européennes en développant et en soutenant services et ressources SHS en libre accès, facilitant ainsi les collaborations interdisciplinaires et l'engagement citoyen pour trouver ensemble des solutions aux défis sociétaux.

Stand et side-event

« Engager les citoyens dans la recherche : les actions concrètes de l'infrastructure de recherche européenne OPERAS »

OPERAS est une infrastructure européenne distribuée, dont la mission est de coordonner services, pratiques et technologies dédiés à la communication savante en sciences humaines et sociales. OPERAS et sa communauté, composée de plus de 50 membres dans 16 pays européens, œuvre pour un écosystème de communication savante plus efficace, plus inclusif et plus durable, et conforme aux principes FAIR.

Pleinement intégrée dans le mouvement de la science ouverte, et infrastructure actrice pour son développement, OPERAS contribue aux Missions européennes par le développement et soutien aux services et ressources en accès ouvert dans les domaines des sciences humaines et sociales, et par la facilitation des collaborations qui s'engagent pour répondre aux défis sociétaux. OPERAS apporte une valeur ajoutée aux Missions européennes en favorisant la contribution des sciences humaines et sociales dans les approches de recherche multidisciplinaire.

OPERAS permet d'élargir les possibilités de collaboration entre recherche et société, facilitant la création d'équipes interdisciplinaires, la découverte des ressources pertinentes dans toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, la diffusion des résultats de recherche, et la recherche de financements.

OPERAS est une infrastructure de recherche développée par sa communauté, et en cela parfaitement adaptée à s'intégrer dans le réseau des universités européennes et leurs alliances. En tant qu'infrastructure distribuée dédiée aux sciences humaines et sociales, elle soutient et promeut le multilinguisme, favorisant ainsi la participation des citoyens dans la réponse aux Missions.

Le side-event proposé par OPERAS présentera les solutions concrètes portées par l'infrastructure, avec une attention particulière aux solutions pour le crowdfunding scientifique et le soutien aux recherches participatives, et la façon dont elles s'intègrent dans les politiques pour la science ouverte.

Res Publica

Présentation

Res Publica est un cabinet de conseil français qui aide les parties prenantes à coopérer pour définir et mettre en œuvre des projets stratégiques grâce au dialogue collaboratif, la concertation et la délibération. Res publica intervient dans la sphère publique et privée, en France et à l'étranger, notamment dans des projets transfrontaliers, pour accompagner les transformations nécessaires vers un monde plus durable et plus solidaire.

Res Publica est membre du projet européen PHOENIX "La montée de la voix citoyenne pour une Europe plus verte" financé par l'UE dans le cadre du *European capacities for citizen deliberation and participation for Green Deal*. Le projet PHOENIX propose d'accélérer le virage participatif et délibératif nécessaire pour trouver des réponses démocratiques à la crise climatique et répondre aux ambitions accrues du Green Deal.

Stand

« Le projet Phoenix et le Jeu de la délibération »

Le stand présente le Projet PHOENIX, "La montée de la voix citoyenne pour une Europe plus verte", financé par l'UE dans le cadre du *European capacities for citizen deliberation and participation for Green Deal*. Il propose également de participer au Jeu de la délibération, qui souligne les étapes et concepts incontournables d'un processus inclusif de délibération. Sur le stand, seront présents des membres du projet PHOENIX qui soutiennent l'intégration, l'évolutivité et l'adaptabilité des méthodes délibératives. L'échange avec eux sera utile pour recenser des expériences, recueillir des idées, enrichir des expériences et partager les défis de la délibération au service du Green Deal.

Sur le stand les participants pourront découvrir :

- Le projet PHOENIX et différentes typologies d'innovations démocratiques.
- Un Jeu pédagogique pour dialoguer autour des enjeux de la délibération.
- Des contextes culturels diversifiés de processus participatifs au service du Green deal.
- Des innovations et concepts pour enrichir et questionner le portefeuille méthodologies et d'outils d'engagement des acteurs.

Side-event

Conférence « La délibération citoyenne a-t-elle sa place en Europe ? ».

À un moment où les processus délibératifs se multiplient autour des questions climatiques partout en Europe, la conférence présente l'ambition du projet PHOENIX, "La montée de la voix citoyenne pour une Europe plus verte", financé par l'UE dans le cadre du *European capacities for citizen deliberation and participation for Green Deal*. Des membres de ce groupement viennent de différents pays européens pour présenter leurs expériences et tirer des enseignements avec le public.

À partir de regards croisés sur des expériences de Budget Participatif, du Débat public, des Assemblées citoyennes et du Système de conférence citoyennes, les défis qui restent à relever seront abordés comme autant de pistes à approfondir dans le projet PHOENIX.

SIRIC BRIO / ASPERON & Co

Présentation

BRIO est un SIRIC (Site Intégré de Recherche sur le Cancer), une labellisation de l'Institut National du Cancer. ASPERON & Co est un collectif (initié par BRIO en 2016) de (ex-)patients, aidants, et professionnels de la santé et de la recherche. BRIO s'est allié à 3 partenaires : le ministère allemand de l'Education et de la Recherche (BMBF), l'association de patients Melanoma Patient Network Europe (MPNE) et la Mission Cancer suédoise « Vision Zero Cancer ».

Ses organisations ont pour but de faire progresser l'implication des patients dans la recherche sur le cancer, et ceci en créant des synergies entre l'expertise des chercheurs et celle des patients.

Lors de sa présidence de l'Union européenne en 2020, l'Allemagne a initié une démarche « bottom-up » pour collecter et discuter sur les principes fondamentaux pour réussir l'implication de patients (publication en septembre 2021). BRIO encourage donc la Présidence

française, et le trio actuel, à s'appuyer sur le travail déjà entrepris pour poursuivre la recherche sur la thématique.

Stand

« Pour une mise en œuvre de l'implication des patients dans la recherche sur le cancer »

BRIO est un SIRIC (Site Intégré de Recherche sur le Cancer), une labellisation de l'Institut National du Cancer. BRIO s'est allié à 3 partenaires : le ministère allemand de l'Education et de la Recherche (BMBF), l'association de patients Melanoma Patient Network Europe (MPNE) et la Mission Cancer suédoise Vision Zero Cancer.

Nos organisations font progresser l'implication des patients dans la recherche sur le cancer. Pendant la présidence allemande de l'UE, plusieurs ateliers collaboratifs ont abouti à la publication des "w" (à retrouver sur notre stand).

Afin que la présidence française, et le présent trio, s'appuie sur le travail déjà entrepris et pousse la thématique plus loin, nos organisations proposent une approche holistique à l'implication des patients dans la recherche, qui comprend :

Structure : Mettre en place une politique de la recherche qui incite et implémente systématiquement l'implication des patients dans les projets

Soutien : Rendre possible l'implication des patients en soutenant les chercheurs et les patients dans cette démarche

Méthodologie : Appliquer les outils du "design thinking" au processus pour assurer des résultats et faciliter la participation de tous

Le stand est aussi une opportunité d'échanger sur une future association française (qui sera lancée cette année) dédiée spécifiquement à la recherche, la diffusion, le soutien et la valorisation de l'implication des patients dans la recherche sur le cancer.

Venez échanger au stand n°17 et participez à notre atelier sur les attentes dans les partenariats (Salle 249 de 15h15 à 16h15)

Suivez et créez des liens via #PatientsInvolved #CancerResearch

Partageons nos expériences, enseignements tirés et méthodes pour avancer plus vite vers le développement de l'implication des patients dans la recherche sur le cancer en Europe.

Side-event

« « Tu t'attends à quoi ? » - Les outils du « design thinking » pour l'implication des patients dans la recherche »

Nos organisations font progresser l'implication des patients dans la recherche sur le cancer. Nous réfléchissons, testons et apprenons ensemble. Nous pensons qu'impliquer des patients améliorera l'impact de la recherche. Nous créons des synergies entre l'expertise des chercheurs et celle des patients.

Impliquer les patients avec succès repose sur le développement de partenariats fructueux. Dans cet atelier, nous utilisons des outils de "design thinking" pour comprendre les attentes et les expertises que chaque partie prenante apporte au partenariat – et ce qu'elles attendent comme résultats.

L'atelier rassemble des parties prenantes réelles et virtuelles pour l'implication des patients dans la recherche sur le cancer : patients, chercheurs, organismes de recherche et financeurs. Que vous soyez l'une d'entre elles ou non, rejoignez-nous pour considérer les partenariats de

différentes perspectives. Cet atelier participatif est ouvert à tous (dans la limite des places disponibles).

A quoi vous attendez-vous ? A quoi ils/elles s'attendent ?

Participez à notre atelier en salle 249, de 15h15 à 16h15.

Venez échanger au stand n°17

Suivez et créez des liens via #PatientsInvolved #CancerResearch

Partageons nos expériences, enseignements tirés et méthodes pour avancer plus vite vers le développement de l'implication des patients dans la recherche sur le cancer en Europe.

Universcience

Universcience, qui regroupe à Paris le Palais de la découverte et la Cité des sciences et de l'industrie, a pour ambition de faire connaître et aimer les sciences d'aujourd'hui ainsi que de promouvoir la culture scientifique et technique. C'est le 1er centre de sciences en Europe. Universcience est membre du réseau européen des centres et des musées de sciences ECSITE (European network of Science Center and Museum) et en assure la présidence depuis fin 2021.

Universcience propose d'accompagner chaque citoyen, quel que soit son âge et son niveau de connaissances, dans sa compréhension du monde, par un décryptage des grands principes scientifiques comme des avancées technologiques. Il s'agit ici de fournir des repères justes pour que chacun puisse être pleinement acteur et responsable de ses choix.

En veillant à susciter très tôt la passion des sciences et techniques, Universcience entend également faire de l'engagement des jeunes dans les carrières et filières scientifiques une priorité au service du dynamisme économique et de la cohésion sociale.

Cet objectif global de replacer les sciences et techniques au cœur de la culture et de notre société suppose également de s'adresser à de nouveaux publics, de prendre appui sur les usages liés à internet et d'utiliser pleinement les potentialités du numérique et de l'innovation pour développer de nouvelles approches, à la fois créatives et participatives.

De plus, s'appuyant sur son expertise et savoir-faire en région comme à l'international, Universcience s'attache à favoriser la mise en réseau des acteurs de la CSTI, d'accroître l'impact et la visibilité de la culture scientifique et technique notamment au sein des politiques publiques nationales et européennes.

Toulouse

Présentation

Toulouse est la quatrième ville de France avec 475 000 habitants (au 1er janvier 2016). Elle est le centre d'une métropole de près de 800 000 habitants (2019). En plus de ses actions en matière de participation citoyenne, Toulouse intervient sur l'ensemble des compétences des communes françaises : la culture, l'éducation, les sports, la solidarité, la tranquillité et la sécurité publique, l'aménagement urbain et le développement économique.

La Mairie de Toulouse propose des lieux d'animation de la démocratie locale, de rencontres entre élus, associations et habitants, d'organisation de débats citoyens et de ressources pour les associations participant à la vie des quartiers. Afin d'impliquer davantage les citoyens dans la transition écologique nécessaire et pour faire de Toulouse une ville plus verte et plus

respirable, la Mairie de Toulouse s'engage à soutenir et réaliser des projets écologiques dans chaque quartier.

Stand

« Ateliers citoyens et écologie par quartier »

Afin d'impliquer davantage les citoyens dans la vie de leur quartier, Toulouse a mis en place une démarche de budget participatif « mes idées pour mon quartier » ([Mes idées pour mon quartier ! - Je participe ! \(toulouse.fr\) Participation & citoyenneté - Toulouse.fr](#)), associée à des ateliers citoyens pour l'écologie. Le budget participatif est un processus de participation citoyenne dans lequel les habitants peuvent affecter un budget dédié à la réalisation de projets pour leur quartier (8 millions d'euros). Plus de 1600 idées ont été déposées dont 75% relevaient de thématiques « écologiques » autour de trois tendances :

- végétalisation de la ville
- déploiement des pistes cyclables
- gestion des déchets verts

Pour renforcer la participation citoyenne, la ville de Toulouse a mis en place des ateliers citoyens dans chacun des 20 quartiers qui la compose, autour de quatre thèmes : l'écologie, la qualité architecturale et l'identité de quartier, l'amélioration du cadre de vie et l'orientation des dépenses publiques.

En septembre 2021, les toulousains ont été invités à candidater aux ateliers citoyens de leur quartier, via un appel à candidatures en ligne sur [jeparticipe.toulouse.fr](#) et distribué dans les boîtes aux lettres (2669 candidatures). Les membres des ateliers citoyens pour l'écologie par quartier et pour l'amélioration du cadre de vie analyseront ces idées, afin de les prioriser et d'en sélectionner 10 par quartier (nov.2021- mars 2022).

Tous les habitants voteront en septembre-octobre 2022 parmi les 200 idées sélectionnées, les idées lauréates seront ensuite réalisées par la collectivité dans les deux ans, dans la limite des 8 millions d'euros dédiés. Les ateliers citoyens pour l'écologie pourront suivre la réalisation des idées écologiques lauréates et développer leurs idées « coup de cœur » (peu matures mais pertinentes pour le quartier).

Université Paris Est Créteil (UPEC)

Présentation

La Convention Citoyenne Etudiante (CCE) est un dispositif participatif. Organisée par l'Ecole internationale d'études politiques (EEP) de l'Université Paris-Est Créteil et le Living Lab Algopo, elle a pour objectif de répondre aux crises environnementale et sanitaire, à l'échelle de l'université et des collectivités territoriales.

Sa première édition, du 23 septembre 2021 au 20 novembre 2021, a permis de définir des mesures et recommandations sur le thème de l'alimentation, afin de répondre à l'urgence environnementale dans un esprit de justice sociale et en tenant compte des enjeux sanitaires. Les étudiants sont au cœur du dispositif.

Par des propositions décidées de manière démocratique et horizontale et par leur suivi (en cours), ils réfléchissent et agissent pour des processus plus durables de production, d'approvisionnement, de consommation, et de gestion de déchets.

Stand

« Convention citoyenne étudiante pour la transition écologique »

La CCE a été l'occasion de s'informer, d'échanger, et de délibérer sur le thème de l'alimentation. Le stand ainsi tenu, est une continuation de ce travail et un moyen de d'échanger sur le dispositif, sa mise en place, et ses résultats. Le stand sera animé par des étudiants ayant participé à la création du dispositif et aux délibérations, et œuvrant actuellement pour l'application et le suivi des mesures définies lors de la Convention.

Institutions et lieux

Le Conseil économique social et environnemental (CESE)

Troisième assemblée constitutionnelle de la République, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) regroupe des personnalités associées ainsi que des membres désignés par les principales associations de France, les syndicats de salariés, les organisations patronales et de nombreux acteurs de la société civile.

Représentant des dizaines de millions de Français, les membres du CESE sont immergés au cœur des problématiques de notre société et proposent des solutions innovantes et adaptées aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Présidé par Thierry Beaudet depuis mai 2021, le CESE est principalement investi de quatre missions:

- **Conseiller** le Gouvernement et le Parlement et participer à l'élaboration de la politique économique, sociale et environnementale.
- **Favoriser**, à travers sa composition, le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles dont les préoccupations, différentes à l'origine, se rapprochent dans l'élaboration de propositions d'intérêt général.
- **Contribuer** à l'évaluation des politiques publiques à caractère économique, social et environnemental.
- **Promouvoir** un dialogue constructif et une coopération avec les assemblées consultatives créées auprès des collectivités territoriales et auprès de ses homologues européens et étrangers.

Le Conseil peut être saisi par le Gouvernement, le Parlement, par voie de pétition citoyenne ou bien s'autosaisir d'une thématique afin de rendre un avis, une étude ou une résolution sur le sujet.

Le CESE est en contact permanent avec les préoccupations des Français, à travers le travail de ses conseillers et des 700 préconisations annuelles qu'ils formulent. Ces préconisations contribuent à la mise en place des mesures effectives impactant le quotidien des Français.

Le Palais d'Iéna : chef d'œuvre de l'architecture du XXème siècle

D'après les plans de l'architecte Auguste Perret, le Palais d'Iéna a été construit entre 1937 et 1946. L'architecte français va, en utilisant toutes les potentialités techniques et esthétiques du béton armé, créer un nouvel ordre architectural, capable de rivaliser avec celui, antique, du Parthénon. Ce palais a successivement accueilli le Musée des Travaux Publics (de 1939 à 1956), puis l'Assemblée de l'Union française et enfin le CESE depuis 1959.

Biographies des intervenants et des membres du conseil scientifique

Pierre Bahurel

Pierre Bahurel est le directeur général de Mercator Ocean International, centre d'océanographie numérique qui fournit un service de surveillance et de prévision des océans dans le monde entier. Il a participé à la création de Mercator Ocean en 1995 qu'il dirige et développe depuis lors, favorisant le développement et le partage de connaissance sur l'environnement marin et une gouvernance multi-nationale pour en faire un centre unique en Europe. Pierre dirige pour le compte de la Commission Européenne le service marin de Copernicus, mettant en œuvre un océan haute résolution pour des milliers d'utilisateurs dans le monde. Il a fédéré à cette fin une large communauté de partenaires en Europe et soutient aujourd'hui l'évolution attendue par l'UE vers un véritable jumeau numérique de l'océan. Il est engagé dans la Décennie des Nations Unies pour les sciences de l'Océan où il coordonne les initiatives liées à la prévision numérique de l'océan.

Matthew Baldwin

Matthew Baldwin travaille à la Commission européenne depuis plus de 20 ans et est directeur-général adjoint de la DG MOVE (Direction générale des transports) depuis juillet 2016. Il est le manager de la Mission « 100 villes climatiquement neutres et intelligentes d'ici à 2030 » du programme Horizon Europe de la Commission. Il est également coordinateur européen pour la sécurité routière et la mobilité urbaine durable. Il s'intéresse fortement au potentiel des villes qui mènent des actions contre le changement climatique.

Patricia Blanc

Après vingt ans d'expérience dans les finances, Patricia Blanc se consacre aujourd'hui à l'association « Imagine for Margo- Children without Cancer » créée en 2011 après le décès de sa fille Margo d'une tumeur au cerveau. « Imagine for Margo » collecte des fonds pour soutenir le développement de thérapies innovantes pour les enfants atteints de cancer. Patricia Blanc est également très active dans les efforts de plaidoyer auprès des politiciens français et européens, des régulateurs et de l'industrie pharmaceutique pour rendre les lois et la recherche plus adaptées à de meilleurs traitements pour les enfants atteints de cancer. Patricia est Chevalier de l'Ordre National du Mérite, membre du Comité économique et social européen, ancienne membre de l'Assemblée Mission Cancer et elle a reçu le prix « Vanity Fair » 2016 parmi les 50 Français les plus influents au monde.

Olha Bondarenko

Olha Bondarenko est conseillère stratégique dans le domaine de l'engagement des citoyens et du gouvernement pour la ville d'Eindhoven. En 2008, elle a obtenu son doctorat en gestion de l'information à l'Université de technologie d'Eindhoven (TU/e). En outre, elle a obtenu deux diplômes universitaires en journalisme et en conception technologique et possède une grande expérience professionnelle dans le monde des affaires.

Sylvain Bourmeau

Sylvain Bourmeau est journaliste, directeur et fondateur du quotidien d'idées AOC et producteur de « La Suite dans les Idées » sur France Culture. Il a été directeur adjoint de la rédaction de Libération et des Inrockuptibles, et a pris part comme journaliste au lancement de Mediapart. Auteur d'un recueil de poésie, *Bâtonnage* (Stock), il est également professeur associé à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne après l'avoir été à l'École des hautes études en sciences sociales.

Mireille Brangé

Mireille Brangé est coordinatrice nationale de la Stratégie pour l'enseignement et le numérique auprès du Secrétariat Général pour l'Investissement (SGPI - Services du Premier Ministre), un plan d'investissement de l'Etat dans le cadre de France 2030. Ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm et docteur en Littérature Générale et comparée, elle a auparavant travaillé auprès de l'Agence Nationale de la Recherche (2010-2021), où elle a été secrétaire scientifique du Conseil scientifique, responsable scientifique du secteur Humanités du département Sciences Humaines et Sociales et responsable des programmes d'innovation et de transformation pédagogiques de l'enseignement supérieur auprès de la Direction des Grands Investissements de l'Etat. Elle a également enseigné la langue française et la littérature successivement auprès des universités de Rouen, Vérone et Sorbonne Paris Nord.

Caroline Broué

Conseillère des programmes à la direction de France Culture en 2020-2021, elle est productrice sur la chaîne, où elle a créé de nombreuses émissions dont « La Grande table », magazine de culture et d'idées quotidien, et désormais deux émissions hebdomadaires, la tranche matinale du samedi « Les Matins » et l'émission dominicale sur les enjeux de l'alimentation « Les Bonnes choses ». Par ailleurs, ayant rejoint l'équipe du magazine « 28 minutes » sur Arte en 2017, elle a participé à la création et co-animé « 28 minutes samedi » en 2018-2019. Elle est l'auteur de trois livres, *De ce pas* (Sabine Wespieser éditeur), *Comédies*, avec Marin Karmitz (éditions Fayard), *L'Identique et le différent, entretiens avec Françoise Héritier* (éditions de l'aube), 2008 (rééd. 2012 et 2018).

Sylvane Casademont

Historienne, auditrice de la promotion Emilie du Chatelet de l'IHEST, Sylvane Casademont effectue sa carrière pour moitié dans le secteur privé (1981 -2003) comme consultante chez Bossard Consultants, puis Cap Gemini où elle conduit des missions de transformation et de conduite du changement. Et pour l'autre moitié depuis 2003 dans le secteur public de la recherche : directrice de la communication d'Inria (Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique), puis d'Irstea (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture) ; au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : directrice de cabinet du directeur général de la recherche et de l'innovation, puis chef de département sciences société. Depuis 2018, elle dirige l'IHEST.

Claire Chenu

Claire Chenu est directrice de recherches à INRAE et professeur consultant à AgroParisTech. Ses recherches, au sein de l'UMR Ecosys, à Grignon (Yvelines), portent sur les matières organiques des sols : leur dynamique, les processus qui expliquent leur persistance, leur rôle dans le fonctionnement des sols et le stockage de carbone dans les sols agricoles. Elle est membre du comité scientifique et technique international de l'initiative 4 pour mille, « Les sols pour la sécurité alimentaire et le climat ». Elle coordonne l'European Joint Program EJP SOIL : « Towards climate-smart sustainable management of agricultural soils ».

Frédérique Chlous

Frédérique Chlous est Professeure d'anthropologie et Directrice du département Homme et Environnement au Muséum national d'Histoire naturelle à Paris. Ses recherches portent sur les relations entre humains et environnement, plus spécifiquement sur les milieux marins et côtiers, dans une perspective d'anthropologie sociale et culturelle. Les travaux menés concernent les savoirs, les savoir-faire, les représentations sociales de l'environnement et également les formes de gouvernance des espaces naturels incluant les parties prenantes. Les démarches participatives sont expérimentées et analysées, celles-ci permettent de prendre en compte la diversité des relations que les habitants tissent avec leur environnement, les

processus de patrimonialisation et de discuter des formes de gestion. Elle coordonne un réseau de sciences participatives et un projet Franco-Allemand interdisciplinaire et innovant « Histoires de nature ».

Christine Chomienne

Professeur émérite de Biologie Cellulaire et d'Hématologie à l'Université de Paris Cité, UMR Inserm 1131. Elle a été directrice de la recherche et de l'innovation à l'Institut national du cancer (INCa) et directrice de l'institut multi-organismes de recherche sur le Cancer en France (Inserm & AVIESAN). Elle est l'ancienne présidente de l'Association européenne d'hématologie. Elle a été chef du service de Biologie Cellulaire à l'Hôpital Saint Louis, Paris et directrice du laboratoire de recherche universitaire Inserm à l'Institut Universitaire d'Hématologie pendant ces 25 dernières années. Elle est l'auteur de plus de 270 publications à comité de lecture et a reçu plusieurs distinctions scientifiques (Académie des Sciences) et gouvernementales (Chevalier et Officier de la Légion d'Honneur).

Jean-Luc Chotte

Jean-Luc Chotte est directeur de recherche à l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), France. Son sujet de recherche porte sur l'impact des changements climatiques et de l'affectation des sols sur la dynamique de la matière organique du sol (stocks et flux) tropicaux. Il a dirigé plusieurs unités de recherche, entre 2015 et 2019 il a été membre expert scientifique de l'interface Science Politique de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification. Depuis 2015, il est le référent scientifique de l'IRD dans l'initiative 4p1000. Jean-Luc Chotte est membre correspondant de l'Académie d'Agriculture de France et membre du Comité Scientifique Français de lutte contre la Désertification (CSFD). Il a dirigé de 2018 à 2021 la Mission pour la Promotion de l'Interdisciplinarité et l'Intersectorialité à l'IRD. Il est Président du Comité Scientifique Français de la Désertification (<http://www.csf-desertification.org/>) depuis juillet 2020.

Joanna Drake

Joanna Drake occupait depuis 2016, le poste de directrice générale adjointe au sein de la Direction Générale de l'environnement de la Commission. Elle a présidé un groupe de travail chargé de diriger les positions stratégiques de la DG sur les négociations du cadre financier de la Commission après 2020, la coordination du Brexit, l'agenda urbain et la pérennité de l'acquis environnemental de l'UE. Joanna est docteur en droit de l'Université de Malte, où elle a enseigné à plein temps au département de droit européen. Elle a occupé divers postes juridiques et de gestion dans les secteurs privé et public avant de rejoindre la Commission européenne en tant que chef de la représentation de la Commission européenne à Malte en 2005. Elle a joué un rôle clé dans les négociations d'adhésion Malte-UE en tant que membre du comité directeur Malte-UE. Elle a été directrice pour les PME et l'entrepreneuriat à la Direction Générale du Marché Intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME de la Commission européenne. Au cours de son mandat à la DG GROW, elle a également dirigé le groupe de travail de la Commission sur l'économie collaborative, les nouveaux modèles commerciaux et les PME.

Anna Ekström

Après avoir étudié l'histoire puis le droit à l'université de Stockholm (1980-1988), Anna Ekström débute sa carrière en tant que greffière au Tribunal de district de Huddinge. Tout au long de son parcours, elle est engagée en faveur du droit du travail et de l'inclusion sociale et exerce, en parallèle de ses mandats gouvernementaux, des fonctions de direction dans diverses organisations de défense des droits de l'Homme, telles que Transparency International Sweden et la Confédération européenne des syndicats. Elle est également active dans le monde universitaire, et préside, entre 2003 et 2016, les conseils d'administration des universités d'Uppsala puis de Linköping. Après avoir été Secrétaire d'État auprès du ministère

de l'Emploi, puis du ministère de l'Entreprise, de l'Énergie et des Communications, elle est promue en 2011 Directrice générale de l'Agence nationale pour l'Éducation. En 2016, elle est nommée ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Éducation des adultes, puis ministre de l'Éducation en 2019.

Elena Ferrari

Elena Ferrari est la co-fondatrice d'*Open Soil Atlas*, un projet pilote de cartographie communautaire des sols de la ville de Berlin, mis en avant par la communauté *Feld Food Forest*, coordonné par le réseau ACTION et co-financé par la Commission européenne dans le cadre du programme Horizon 2020. Paysagiste et urbaniste, Elena Ferrari poursuit un doctorat en urbanisme à l'université de Luav à Venise (Italie). Ses recherches portent sur la cohabitation entre l'homme et la nature dans le contexte des modifications du paysage urbain berlinois actuel. L'émergence de nouvelles formes de jardinage urbain à l'échelle mondiale et les atouts sociaux-culturels des espaces naturels délaissés comptent parmi ses autres centres d'intérêts scientifiques.

Stéphane Fournier

Depuis juin 2021, Stéphane Fournier est directeur général de l'association Construire au Futur Habiter le Futur. Titulaire d'un DUT Tech de Co (Nancy II, 1993) et d'un Magistère en droit des NTIC (Université de Poitiers, 1996). Après des expériences au service commercial de la direction régionale Est de TDF (1993-1994) et au service juridique de Canal+ DA (1995), il intègre le service juridique de production de Télé Images en 1996. En 2017, il devient secrétaire général de la direction internationale de Télé Images International (société d'exportation de programmes audiovisuels). Lors de la fusion avec Marathon Group en 2006, il est nommé chef de projet en charge de la coordination des process des entités fusionnées jusqu'en 2008. Parallèlement, de 2005 à 2008, Stéphane Fournier est co-créateur et vice-président trésorier du Syndicat des entreprises de distribution de programmes audiovisuels (Sedpa). De 2008 à 2019, il rejoint l'association TV France International en qualité de Secrétaire général.

Emilie Frenkiel

Émilie Frenkiel est maîtresse de conférences à l'Université Paris Est Créteil et chercheuse au LIPHA, dont elle est la directrice adjointe. Elle a enseigné et étudié en Grande-Bretagne à l'université d'Exeter et en Chine à l'université de Pékin. Sa thèse en études politiques à l'EHESS portait sur le débat contemporain sur la réforme politique dans les universités chinoises. Elle a été publiée sous le titre *Parler politique en Chine* en mars 2014 aux Presses Universitaires de France. Elle est co-rédactrice en chef de *La Vie des Idées* et *Books & Ideas*. Elle a notamment publié avec Jean-Louis Rocca *La Chine en mouvements*, PUF (collection « Vie des idées »), octobre 2013 et des articles dans *Participations*, *Politics & Governance*, *Critique Internationale*, *Journal of Chinese Governance* et *Tracés*.

Mariya Gabriel

Mariya Gabriel est commissaire européenne à l'Innovation, à la Recherche, à la Culture, à l'Éducation, à la Jeunesse et aux Sports. Sous sa direction, les nouveaux programmes Horizon Europe, Erasmus+ et le volet culturel du programme Creative Europe (2021-2027) seront définis et mis en œuvre. Entre 2017 et 2019, Mariya Gabriel a été commissaire européenne à l'économie et à la société numériques. Elle a proposé le nouveau programme Digital Europe, a travaillé sur la stratégie de l'UE sur l'intelligence artificielle, la désinformation en ligne, la cybersécurité et a lancé la stratégie EuroHPC. Elle s'est largement engagée avec des partenaires extérieurs de l'UE pour renforcer la coopération numérique. Elle a été élue députée au Parlement européen (MPE) en 2009, 2014 et 2019. Mariya Gabriel est première vice-présidente du Parti populaire européen (PPE) et, depuis 2012, vice-présidente du PPE Femmes. Elle est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et relations internationales de l'Institut d'études

politiques de Bordeaux et d'une licence en langues bulgare et française de l'Université Paisii Hilendarski de Plovdiv.

François Galgani

François Galgani est responsable de projet à l'IFREMER et membre du comité de pilotage de la Mission OCEANS/STARFISH du programme cadre Horizon Europe de la Commission européenne. Il est spécialiste d'écotoxicologie et a été responsable d'un groupe technique de la Commission européenne sur la pollution plastique, co-responsable du groupe GESAMP WG40 "plastic pollution" de la Commission Océanographique Internationale et membre de plusieurs groupes scientifiques internationaux (UN/UNEA/Science Advisory Committee, G7 and G20, IMO/FAO, conventions OSPAR et Barcelone). François Galgani est auteur de nombreuses publications scientifiques (<https://annuaire.ifremer.fr/cv/16060/>). Il est également éditeur en chef de la revue *Marine Pollution Bulletin* et responsable du chapitre "déchets marins" de l'évaluation de l'état des océans des Nations Unies (WOAII, 2021).

Petr Gazdík

Petr Gazdík est né à Uherské Hradiste en 1974. Il est diplômé d'une formation d'enseignant en mathématiques et géographie à l'université de Brno puis il devient professeur des écoles. Il est élu maire pour la première fois en 2002 dans le village de Sucha Loz où il effectuera deux mandats. Il est élu député auprès du Parlement de la République tchèque à chaque mandature depuis 2010 pour le parti STAN des maires et indépendants, parti qu'il a cofondé en 2009 et dont il assure la présidence jusqu'en 2019. Lors de son dernier mandat de député, Petr Gazdík était membre de la commission parlementaire pour la science, l'éducation, la jeunesse et les sports. Il a également été le président de la commission tchèque pour l'UNESCO pendant quatre ans. Depuis 2020, Petr Gazdík est membre du think tank « Education 21 » à l'Université Charles de Prague, où il donne également des cours sur les politiques régionales à la faculté des sciences sociales. Il est nommé, le 17 décembre 2021, ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports.

Claire Giry

En mai 2021, Claire Giry est nommée directrice générale de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en mai 2021. Docteure en biologie moléculaire et cellulaire, formée à l'Ecole normale supérieure de Lyon, Claire Giry a notamment assuré le développement des partenariats nationaux, européens et internationaux au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) et à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Elle a également été conseillère technique du Premier ministre pour l'enseignement supérieur et la recherche entre 2007 et 2009. Elle devient ensuite cheffe du service commun à la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (Dgesip) et à la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche. Claire Giry a ensuite dirigé le programme "Centres d'excellences" du Commissariat général à l'investissement, avant de rejoindre l'Inserm en 2012.

Anthony Goret

Directeur de la communication pour le Syndicat National des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (SNELAC), professeur vacataire à Cergy Paris Université en ingénierie du tourisme, environnement cyber et accompagnement de projets, auditeur de la promotion Wangari Maathai du cycle national de l'Institut des Hautes Études pour la Science et la Technologie (IHEST). Curieux et autodidacte, Anthony fait ses débuts dans les milieux artistiques et culturels, avant de reprendre des études en tourisme et patrimoine. Il évolue ensuite dans le monde du tourisme et des loisirs avec des expériences variées en France et à l'international.

Agnès Grandou

Titulaire d'un Master en aménagement du territoire, Agnès Grandou a travaillé pendant 25 ans dans le secteur public à Rouen. Chargée d'études au Syndicat Mixte de l'agglomération Rouen-Elbeuf de 1996 à 2010, elle a contribué à l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale, puis à sa mise en œuvre (définition du schéma d'urbanisme commercial et études d'opportunité et de faisabilité du projet de la nouvelle gare de Rouen). De 2010 à 2017, à la Métropole Rouen Normandie, elle a dirigé les études pré-opérationnelles de la ligne de bus à haut niveau de service T4. Depuis 2017, en charge de la COP21 locale, elle a piloté la mise en place des outils de mobilisation et d'engagement des citoyens, communes et entreprises dans la lutte contre le changement climatique. Elle coordonne aujourd'hui les politiques de transition écologique à la direction générale de la Métropole, et représente la Métropole dans le partenariat européen Urbanpact.

Françoise Guaspere

Après avoir travaillé au cabinet du Vice-président de la Région Île-de-France sur les transports pendant 9 ans, Françoise Guaspere a rejoint la représentation de l'Île-de-France à Bruxelles en 2008. En charge des transports et de la mobilité, elle a été membre de plusieurs groupes d'experts de la Commission, tels que le Forum des transports durables (STF), sur le financement des infrastructures de carburant alternatif dans les villes, ou encore la révision du règlement RTE T. Elle dirige les groupes de travail « Transport » d'ERRIN (réseau régional européen sur la recherche et l'innovation) et « Gouvernance et intégration » du réseau POLIS. Elle a, à ce titre, coordonné de nombreuses positions en réponse aux propositions législatives de la Commission européenne. Elle coordonne actuellement le partenariat européen S3 sur la mobilité sûre et durable. Vice-présidente d'ERTRAC, le Conseil consultatif européen pour la recherche sur les transports routiers, elle représente les autorités locales, régionales et de transport au sein du partenariat européen CCAM. Elle est membre de l'Assemblée de la Mission Villes.

Ângela Guimarães Pereira

Ângela Guimarães Pereira, MSc. Ph.D., travaille au Centre commun de recherche de la Commission européenne depuis 1992. Elle dirige le Centre de compétence sur la démocratie participative et délibérative, qui contribue à l'intégration des pratiques de participation des citoyens dans le cycle politique et scientifique de l'UE. Elle a participé à de nombreux projets européens axés sur la gouvernance environnementale et technologique, les activités prospectives et l'institutionnalisation de l'engagement public. La science post-normale inspire son travail sur la gouvernance et le dialogue en matière de science et de technologie. Elle est l'auteur de nombreuses publications évaluées par des pairs, contribuant à des ouvrages tels que "*The rightful place of science : science on the verge*" ASU, 2016. Elle s'intéresse aux intersections de la science avec d'autres modes de connaissance, comme les arts et ce que l'on appelle les "connaissances traditionnelles". Son histoire préférée est "Les nouveaux vêtements de l'empereur" de Hans Christian Andersen.

Eija Hagelberg

Eija Hagelberg (M.Sc.) est cheffe de projets en agriculture régénératrice, notamment l'Action Carbone, au sein de la fondation privée Baltic Sea Action Group (BSAG) à Helsinki. Mme Hagelberg dispose d'un important réseau et d'une longue expérience de l'agriculture durable et régénératrice en lien avec les principaux acteurs du secteur. Elle tient toujours à souligner le rôle de l'apprentissage par les pairs entre agriculteurs pour développer une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Le dialogue permanent entre conseillers, chercheurs, décideurs, et agriculteurs est essentiel à la mise en œuvre et à l'adoption des bonnes pratiques par ces derniers. La gestion des sols est une situation gagnant-gagnant, où l'agriculteur et l'environnement profitent des mêmes mesures, lesquelles participent à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique. Nous devrions fortement encourager les agriculteurs à s'orienter vers des activités où plusieurs avantages sont obtenus en même temps.

Charlotte Halpern

Charlotte Halpern est politiste, chercheuse à Sciences Po, au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE), Paris. Elle s'intéresse aux transformations de l'action publique, analysées dans une perspective comparée. Elle a développé une expérience forte de recherche et d'enseignement sur les politiques d'environnement et de la ville durable, la gouvernance territoriale, et la gestion des infrastructures. Elle a codirigé l'ouvrage *Villes sobres* (avec D. Lorrain et C. Chevauché, Presses de Sciences Po, 2018) et prépare une habilitation à diriger des recherches sur les politiques de transition vers une mobilité durable en Europe à partir des enquêtes réalisées en lien avec les projets H2020 CREATE, MORE et CIVITAS SUMP-PLUS. Elle dirige l'Executive master Gouvernance territoriale et développement urbain de Sciences Po (Ecole urbaine), l'axe Politiques environnementales du LIEPP et elle est membre du bureau du Centre des politiques de la terre (Sciences Po et Université de Paris).

Edith Heard

Le professeur Edith Heard a obtenu son doctorat à l'*Imperial Cancer Research Fund* (devenu *Cancer Research UK*), à Londres. Elle a ensuite passé neuf ans à l'Institut Pasteur Paris. En 2001, elle a créé son groupe à l'Institut Curie et est devenue en 2010 directrice de l'unité de génétique et de biologie du développement de l'Institut. Edith Heard a été nommée professeur au Collège de France en 2012, titulaire de la chaire d'épigénétique et de mémoire cellulaire. En janvier 2019, Edith Heard a pris ses fonctions de directrice générale de l'EMBL. Edith Heard et ses collègues ont été parmi les premiers à montrer que le processus épigénétique d'inactivation du chromosome X (XCI), par lequel l'un des deux chromosomes X d'une femme est réduit au silence pendant le développement, est remarquablement dynamique. Les recherches actuelles d'Edith Heard visent à comprendre comment la chromatine et l'organisation des chromosomes participent à la régulation des gènes. Edith Heard et son laboratoire ont été récompensés par de nombreux prix, dont les plus récents sont le Prix international L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science, le Prix de la famille Hansen, le Prix Karl Bonhoeffer, le Grand Prix Inserm, le Prix de la Société européenne de génétique humaine et le Prix René et Andrée Duquesne de la Ligue contre le cancer. Edith est membre honoraire de l'Emmanuel College de l'université de Cambridge, membre de la Royal Society, membre de l'EMBO, membre associé étranger de la *National Academy of Sciences* (États-Unis), membre international de la *National Academy of Medicine* (États-Unis), membre de l'Académie nationale allemande des sciences Leopoldina et elle est titulaire d'un doctorat honoris causa en sciences de l'université de Cambridge et d'un diplôme de professeur honoraire de l'université de Heidelberg. Edith Heard a participé à de nombreux conseils scientifiques et est actuellement membre du conseil scientifique du CNRS (France), du BRIC (Copenhague, Danemark), de l'IMBB (Crète, Grèce), de l'Institut Crick (Londres, Royaume-Uni) et du conseil scientifique de l'OMS.

François Houllier

Depuis septembre 2018, François Houllier est président-directeur général d'Ifremer, l'institut français de recherche dédié aux sciences et technologies de la mer et qui opère la flotte océanographique française au bénéfice de toute la communauté scientifique.

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole nationale du Génie rural, des Eaux et Forêts, docteur de l'Université Lyon I, il est membre de l'Académie des Technologies et de l'Académie d'Agriculture de France. Depuis 2020, il préside AllEnvi, l'alliance nationale qui rassemble les établissements publics concernés par la recherche sur et pour l'environnement.

Il a présidé l'INRA (2012-16), puis Université Sorbonne Paris-Cité (2016-18). En 2015 et 2016, il a remis trois rapports au gouvernement français : sur les sciences participatives (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02801940/>) ; sur la recherche et l'innovation en agriculture (<https://hal.inrae.fr/hal-02801878v1>) et pour la filière forêt-bois (<https://hal.inrae.fr/hal-03183659>).

Arwyn Jones

Arwyn Jones travaille depuis près de 30 ans au Centre commun de recherche de la commission européenne (JRC), à Ispra, au bord du lac Maggiore dans le nord de l'Italie. Il y coordonne le développement de l'Observatoire européen des sols, qui oeuvre à soutenir les politiques liées aux sols dans le cadre du pacte vert européen, et divers projets liés aux sols. Il croit fermement qu'un engagement accru de tous les acteurs de la société est la clef de la protection des sols. Auteur principal des *JRC Soil Atlas*, il a coordonné l'élaboration du plan d'action du deuxième pilier du Partenariat mondial pour les sols concernant l'éducation et la sensibilisation. Arwyn Jones est titulaire d'un doctorat sur l'application de la télédétection à la cartographie des sols et des reliefs en environnements arides.

Anne Jourdain

Après plus de 20 ans d'expérience en tant que consultante pour des gouvernements, des multinationales et des PME innovantes (dans les domaines de l'énergie, de l'environnement - gestion des déchets et de l'eau, des télécoms, des hautes technologies, de l'industrie) et plus de 5 ans en tant que cadre supérieur au sein d'entreprises françaises du CAC40 (Capgemini et Engie en tant que responsable de la stratégie informatique et de la transformation numérique), Anne Jourdain a fondé France Asia Boost en 2015 et AZUR Advisory en 2021 (conseil stratégique de haut niveau pour les cadres supérieurs dans le domaine des affaires internationales). Elle est française, titulaire d'un MBA de l'ESCP BS (Europe) et de certificats de la MIT Sloan School of Management (USA), de l'Ecole Supérieure de l'Environnement et du Développement Durable (France), de l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice (France), de l'IHES (Institut des Hautes Etudes en Sciences et Technologies) (France). Elle est membre certifié du conseil d'administration de l'IFA / SciencesPo (Paris) et membre du comité des actionnaires individuels du groupe Renault.

Jana Kolar

Jana Kolar est directrice exécutive de CERIC-ERIC, un consortium d'infrastructures de recherche en science des matériaux, établi par la décision d'exécution de la Commission européenne. Elle possède un large éventail de compétences, allant de la recherche à l'innovation en passant par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques. Chimiste de formation, elle a publié plus de 60 articles évalués par des pairs et un brevet européen. Elle est actuellement membre du groupe de haut niveau des innovateurs pour un Conseil européen de l'innovation, qui conseille la Commission sur la manière de renforcer le soutien à l'innovation de rupture, créatrice de marché, et membre du Forum du Conseil ERA Autriche - un organe d'experts de haut niveau qui conseille le ministre autrichien chargé des sciences et de la recherche. De 2012 à 2018, elle a été membre du conseil d'administration de l'Institut européen de technologie et d'innovation.

Pascal Lamy

Pascal Lamy exerce divers mandats au niveau mondial, européen ou français. Il est notamment le Président du Forum de Paris sur la Paix, de la branche Europe du Groupe Brunswick et coordonnateur des Instituts Jacques Delors (Paris, Berlin, Bruxelles). Pascal Lamy a exercé deux mandats de Directeur Général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de septembre 2005 à septembre 2013. Il est diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC) de Paris, de la faculté de droit (Sorbonne), de l'Institut d'Études Politiques (IEP) et de l'École Nationale d'Administration (ENA). Il commence sa carrière dans la fonction publique française. Entre 1985 à 1994, Pascal Lamy est le directeur de cabinet du Président de la Commission européenne, Jacques Delors. Il rejoint en 1994 l'équipe chargée du redressement du Crédit Lyonnais dont il devient Directeur général jusqu'à sa privatisation en 1999, avant de retourner jusqu'à fin 2004 à la Commission européenne, en tant que Commissaire au commerce. En 2005, il est élu à la tête de l'OMC. Il a reçu le titre de Docteur Honoris Causa de 8 universités ainsi que de nombreux prix et distinctions en France et à travers le monde. Pascal Lamy préside le

Paris Peace Forum pour la Paix depuis 2019, le Comité national français du Conseil de Coopération économique du Pacifique (PECC), la mission européenne Starfish (ocean) le comité de mission de Danone, les rencontres Aspen Afrique-Europe. Il co-préside la coalition Antartica 2020.

Johan Langot

Directeur d'**Instant Science**, association à but non lucratif engagée dans le dialogue science-société. Basée à Toulouse, Montpellier, Fleurance, et Tarbes, elle est issue de la fusion de Science Animation et d'A Ciel Ouvert, associations qui œuvrent depuis plus de 30 ans dans le champ de la médiation scientifique et de l'ingénierie culturelle en Occitanie. Astronomie, intelligence artificielle, climat, archéologie, santé, sociologie, fabrication numérique... Instant Science explore tous les domaines. Avec le concours de partenaires scientifiques, industriels et éducatifs, elle conçoit des animations, expositions, rencontres ou dispositifs ludiques, pour favoriser l'étonnement, le plaisir et l'envie de se plonger au cœur de la recherche et de l'innovation. Et ce, dans tous lieux, et à chaque *instant*.

Bénédicte Leclercq

Bénédicte Leclercq est cheffe du département « Rencontres Sciences et Société » d'Universcience, l'établissement parisien qui regroupe le Palais de la découverte et la Cité des sciences et de l'industrie. Ses missions visent à éclairer, à l'aide d'éléments de connaissance scientifique, les décisions de tout un chacun dans sa vie quotidienne, concernant notamment l'usage des technologies, l'éthique, le « vivre ensemble », les enjeux environnementaux. Après son doctorat en physique des solides, elle a entamé une carrière de journaliste scientifique à la revue *Pour la science*, édition française de *Scientific American*. Elle a aussi dirigé des collections d'ouvrages de vulgarisation et en a écrits plusieurs avec des scientifiques. Le cycle de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST, promotion Michel Serres) a nourri sa réflexion sur l'engagement des citoyens dans les transitions que nous vivons, en particulier autour des questions climatiques.

Caroline Lejars

Caroline Lejars est chercheuse senior en sciences de gestion au CIRAD et actuellement directrice adjointe de l'unité de recherche G-eau. Ses recherches portent sur l'analyse et le développement de stratégies de gestion de l'eau en appui aux organisations et aux gestionnaires, en particulier en Afrique du Nord et du Sud.

Caroline Lejars est impliquée dans l'encadrement de doctorats, notamment dans les pays méditerranéens. Elle est actuellement membre de deux projets (PACTE en Tunisie, SERTOES au Brésil) qui visent à soutenir la co-conception et la planification concertée des investissements dans les territoires de l'eau.

Valérie L'Hostis

Valérie L'Hostis est responsable des partenariats institutionnels de la direction des énergies du CEA. Dans ce contexte, elle développe des partenariats européens sur la thématique des technologies et des matériaux pour l'énergie. Elle est par ailleurs directrice de recherche au CEA sur la thématique du comportement et du vieillissement des matériaux. Elle est également active dans les activités de communication auprès de publics jeunes et du grand public. Elle est l'auteure d'un ouvrage de vulgarisation sur la corrosion des métaux. Après avoir été chercheuse pendant 8 ans au Laboratoire d'études des bétons et argiles du CEA pour étudier les mécanismes de corrosion des armatures dans le béton, en 2010, elle obtient le diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches de l'Université de Toulouse et est promue « Expert senior » du CEA. De 2011 à 2019, elle dirige ce Laboratoire d'études des bétons et argiles. Elle devient ensuite chef de projet sur le comportement des matériaux pour les différents

composants des réacteurs nucléaires. Elle est promue « directrice de recherche » du CEA en 2021. Elle est auteur de plus de 70 publications internationales.

Hervé Le Treut

Hervé Le Treut est né en 1956, à Toulon. Après des études à l'École normale supérieure et une thèse sur la modélisation des nuages dans le système climatique, Hervé Le Treut entame une carrière de physicien et de climatologue. Actuellement professeur à Sorbonne Université, il étudie l'influence humaine sur le réchauffement climatique et l'effet de serre. Il a participé aux cinq premiers rapports du GIEC, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. A la demande du Conseil régional d'Aquitaine, puis de Nouvelle Aquitaine, il a réuni dès 2013 des scientifiques provenant de milieux académiques de cette région pour apporter aux acteurs du territoire les connaissances nécessaires à leur stratégie d'adaptation au changement climatique. Dénommé AcclimaTerra, ce groupe régional d'experts sur le climat a produit deux rapports et deux cahiers thématiques.

Bruno Maquart

Bruno Maquart est ingénieur agronome diplômé de l'Institut national agronomique Paris-Grignon, ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA, promotion Condorcet) et inspecteur général des affaires sociales. Depuis près de trente ans, sa carrière se déploie dans deux secteurs de l'action publique : les affaires sociales et la culture. De 2001 à 2007, il a été directeur général du Centre Pompidou, responsable du pilotage opérationnel de cet établissement. Il a accompagné à ce titre le déploiement du Centre Pompidou en région. Choisi pour coordonner le projet de Louvre Abou Dhabi aux Emirats Arabes Unis, Bruno Maquart est porté à la tête de l'Agence France-Museums en 2007, structure qu'il constitue et dirige jusqu'à 2010. Il rejoint fin 2012 le cabinet de la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, et en assure la direction de 2013 à 2015. Il est ensuite nommé président d'Universcience. Bruno Maquart est officier des Arts et Lettres et chevalier de la Légion d'honneur. Il est président d'ECSITE, premier réseau européen des centres et musées de science, et membre des conseils d'administration du musée des Confluences de Lyon, de l'Agence nationale de recherche (ANR) et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Marie-Claire Martel

Marie-Claire Martel est engagée en tant que bénévole depuis de nombreuses années au sein d'associations artistiques, avec la volonté de rendre chacun acteur de la culture. Elle a ainsi contribué à créer la Fédération des Usagers du Spectacle Enseigné (FUSE), organisation dont elle est aujourd'hui vice-présidente et qui rassemble étudiants, amateurs et parents d'élèves en musique, danse et théâtre. Elle est depuis 2015 Présidente de la Coordination des Fédérations et Associations de Culture et de Communication (COFAC) et administratrice du Mouvement associatif. Marie-Claire Martel exerce par ailleurs une activité de sophrologue. Elle représentera le groupe des associations au bureau du CESE, et siège dans deux sections (Education, culture et communication ; Agriculture) ainsi qu'à la délégation à l'outre-mer.

Fabienne Martin-Juchat

Fabienne Martin-Juchat, auditrice de l'IHES, est professeure des universités en sciences de l'information et de la communication à l'université Grenoble Alpes (Gresec), membre de la Chaire éthique et IA de MIAI. Elle développe une anthropologie de l'engagement corporel et affectif en organisations, avec des méthodologies de co-design participatif. Elle est responsable d'un programme de recherche sur les dispositifs en transformation. Elle a occupé des fonctions de Vice-Présidence Valorisation SHS et conçu la Maison de la Création et de l'Innovation de l'Université Grenoble Alpes, plateforme technologique de 7000m² dédiée à l'accompagnement du changement par les SHS.

Yves Mathieu

Yves Mathieu est fondateur et co-directeur de Missions Publiques, une agence spécialisée dans la participation citoyenne. Depuis 1998, Missions Publiques a initié ou organisé plus de 1200 dialogues citoyens dans 125 pays. Entre 2015 et 2018, il a accompagné le projet CIMULACT dans le cadre du programme Horizon 2020 de la Commission européenne dans 30 pays européens et Etats associés. Objectif ? Co-construire les programmes de recherche à partir des visions des futurs souhaitables des citoyens. Des dialogues successifs entre citoyens, experts et chercheurs ont permis d'identifier les besoins de recherche principaux pour faire advenir des sociétés européennes plus écologiques, démocratiques et justes.

Alice Mazeaud

Alice Mazeaud est maitresse de conférences en science politique à l'Université de La Rochelle, chercheuse au laboratoire LIENSS (UMR 7266 Littoral Environnement Sociétés). Ses travaux portent principalement sur les transformations du travail politique et de l'action publique en lien avec la montée en puissance des « impératifs » participatifs et environnementaux. Elle a récemment publié « Gouverner la transition écologique plutôt que renforcer la démocratie environnementale : une institutionnalisation en trompe-l'œil de la participation citoyenne » dans la Revue française d'administration publique, Les Français veulent-ils plus de démocratie ? Analyse qualitative du rapport des citoyens à la politique et enfin Le marché de la démocratie participative.

Marzia Mazzonetto

Marzia Mazzonetto est PDG et cofondatrice de Stickydot, un collectif bruxellois qui se consacre à l'engagement multipartite dans la recherche et l'innovation. Elle s'efforce de faire en sorte que toutes les voix soient entendues lorsqu'il s'agit de co-crée en matière de recherche et d'innovation afin de relever les grands défis sociétaux de notre époque. Elle est directrice exécutive de BE participation asbl, une organisation à but non lucratif qui encourage les processus d'autonomisation permettant aux habitants défavorisés de Bruxelles d'être des citoyens actifs et responsables. Elle coordonne le projet H2020 MOSAIC (Mission-Oriented SwafS to Advance Innovation through Co-creation) financé par l'UE et est coordinatrice adjointe du projet TRANSFORM, axé sur le renforcement des pratiques de recherche et d'innovation responsable dans trois régions européennes. Elle a codirigé le développement de la plateforme EU-Citizen Science pour l'Association européenne pour la science citoyenne et a participé au Forum pour la recherche et l'innovation afin de conseiller le gouvernement régional de Lombardie sur la gouvernance responsable de la recherche et de l'innovation.

Sonia Méhault

Sonia Méhault est ingénieure en biologie et technologie halieutique à l'Ifremer de Lorient, France. Sa thématique de recherche porte sur les engins de pêche. Elle a contribué à de nombreux projets pour l'amélioration de la sélectivité des engins ou le développement d'engins moins impactants. Dans le cadre de la politique commune des pêches, elle a aussi étudié la capacité des espèces marines à survivre après avoir été pêchées et rejetées. La plupart de ses travaux sont menés en collaboration avec les pêcheurs professionnels. Plus récemment dans le cadre du projet Interreg « Indigo », elle s'est impliquée dans les sciences participatives pour améliorer la connaissance des engins de pêche perdus en développant l'outil Fish&Click.

Elle est diplômée d'Intechmer (CNAM) et du Master d'halieutique d'Aberdeen. Elle a travaillé au Fisheries Research Services (devenu Marine Scotland) en Écosse, ainsi qu'au CSIC et à l'IEO de Vigo avant d'intégrer l'Ifremer en 2009.

Béatrice Melin

La professeure Béatrice Melin est coordinatrice du projet PREDICT - pour une santé personnalisée à l'aide d'échantillons de biobanque stockés. Elle a travaillé sur la participation des patients et l'engagement des citoyens lors de ses travaux antérieurs sur l'amélioration des soins contre le cancer en Suède dans le cadre de la stratégie nationale suédoise contre le cancer. Dans les centres régionaux de cancérologie qui ont été développés à partir de 2011, la participation des patients a été utilisée à tous les niveaux sur le mode la Mission. Au cours des trois dernières années, Béatrice Melin a intégré l'expérience de l'engagement des patients et des citoyens dans le projet PREDICT, une plate-forme de recherche permettant d'utiliser des échantillons « biobanqués » avec des données de santé. La prochaine étape consiste non seulement à impliquer les citoyens dans la manière de conduire la recherche, mais également les individus dans leurs propres efforts pour rester en bonne santé.

Delphine Moralis

Delphine Moralis est directrice générale du Centre européen des fondations et directrice générale désignée de l'association Philanthropy Europe - Philea*. Philea nourrit un écosystème diversifié et inclusif de fondations, d'organisations philanthropiques et de réseaux œuvrant pour le bien commun. Elle aide ses membres à être inspirés, à agir ensemble et à avoir un plus grand impact en partageant des données et des connaissances, en échangeant des bonnes pratiques, en se connectant autour de thèmes communs, en s'engageant dans le travail politique, et plus encore.

Avant de rejoindre Philea, Delphine était Secrétaire générale de Terre des Hommes International Federation, un réseau de neuf organisations travaillant dans 71 pays pour défendre les droits des enfants et promouvoir un développement équitable sans discrimination raciale, religieuse, politique, culturelle ou de genre. Avant Terre des Hommes, Delphine était Secrétaire générale de Missing Children Europe, une organisation qui rassemble 31 ONG de 27 pays et assure le lien entre la recherche, les politiques et les organisations sur le terrain pour protéger les enfants contre toute forme de violence, d'abus ou de négligence qui est causée par ou résulte de leur disparition. À ce titre, elle a dirigé la mise en place du réseau de lignes d'assistance téléphonique pour les enfants disparus dans tous les États membres de l'UE, de la "Coalition financière européenne pour les enfants disparus et sexuellement exploités" dirigée par Europol et du réseau de médiateurs familiaux transfrontaliers. Elle a défendu diverses campagnes de plaidoyer et de sensibilisation et est (co-)auteur de publications sur la protection des enfants disparus.

Delphine a également occupé des postes dans le domaine du plaidoyer et des affaires publiques chez Child Focus, le Forum européen de la jeunesse et Cable Europe. Elle est titulaire d'un master en philosophie et d'un master avancé en études européennes.

En décembre 2021, Delphine a été nommée présidente du conseil d'administration d'Enabel, l'agence de développement belge qui vise à construire un monde durable où les femmes et les hommes vivent dans un état de droit et sont libres de s'épanouir.

Nicolas Ngo

Nicolas Ngo est le chef du département des relations entre science et société du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Spécialiste de l'élaboration et du pilotage des politiques publiques dans les domaines culturels, éducatifs et relatifs à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, il a notamment participé à la conception de la [feuille de route nationale « science avec et pour la société »](#) ainsi qu'à la première Stratégie française de culture scientifique, technique et industrielle. Il est administrateur du Muséum national d'Histoire naturelle, du Musée du quai Branly, d'Universcience et de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie.

Amandine Orsini

Amandine Orsini (née Bled) est Professeure à temps plein en Science politique depuis octobre 2012 à l'Université Saint-Louis – Bruxelles et Professeure invitée à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Elle est titulaire d'un doctorat en Science politique, spécialité Politique comparée et Relations internationales, de Sciences Po Bordeaux depuis 2009. Sa thèse a bénéficié de deux séjours de recherche à Keele University (10 mois en 2005-2006, bourse Marie-Curie) et à Warwick University (4 mois en 2007, bourse Garnet). Elle a ensuite obtenu deux contrats post-doctoraux dont un mandat de chargée de recherche FNRS qu'elle a mené auprès de l'ULB. En 2011, elle a effectué un séjour de recherche à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève (1 mois, bourse action COST IS0802) et en 2019 une mission scientifique d'une année à l'Institut Universitaire européen de Florence (12 mois, financement FNRS). En janvier 2020, elle est Professeure invitée à Sciences Po Grenoble et en avril et mai 2020 Professeure invitée à la Libera Università Internazionale degli Studi Sociali Guido Carli (LUISS).

Amandine est collaboratrice scientifique du REPI (Recherche et Études en Politique Internationale) et de l'Institut d'études européennes de l'ULB et membre du réseau international Earth System Governance. Elle participe au projet de recherche collectif REFRACT (FWO 2015-2020), sur la fragmentation et la complexité de la gouvernance globale, au Module Jean Monnet 'European Leadership for Global Change? Internal and External Dimensions of Europe's Climate, Energy and Environmental Policy' (2019-2022), et coordonne POLLEN, Module Jean Monnet (2016-2019), sur le droit et les politiques environnementales de l'Union européenne. Régulièrement, elle co-organise également les WIRE (Workshops in International Relations), une série de workshops internationaux en relations internationales qu'elle a créés en 2010.

Jean-Éric Paquet

Depuis avril 2018, Jean-Éric Paquet dirige la direction générale « recherche et innovation » de la Commission européenne. Avant d'entamer sa carrière professionnelle, Jean-Éric Paquet a étudié les affaires européennes au Collège d'Europe à Bruges et l'allemand à l'Université Robert Schuman à Strasbourg. En 1993, Jean-Éric Paquet rejoint la Commission européenne. Il a notamment travaillé pour la direction générale « transport » et la direction générale « élargissement ». Il a également été ambassadeur de l'UE en République islamique de Mauritanie de 2004 à 2007. Son implication dans la politique de recherche de l'Union européenne remonte à 2002, en tant que chef de cabinet adjoint de Philippe Busquin, alors commissaire en charge de la recherche et du développement.

Jana Pelouchova

Le diagnostic de leucémie myéloïde chronique en 2002 a transformé la carrière de Jana Pelouchova qui évolue de la diplomatie à la défense des patients atteints d'un cancer du sang. Après avoir œuvré à la construction d'une communauté soudée de patients atteints de leucémie (Diagnoza, z.s. société), elle représente les patients au sein du Conseil consultatif des patients du ministère de la Santé tchèque. Jana Pelouchova a également co-fondé des plateformes mondiales de patients en hématologie hébergées par l'association caritative suisse (Leukemia Patient Advocates Foundation) qu'elle préside. Secrétaire du conseil d'administration de la Coalition Européenne des Patients atteints de Cancer (ECPC 2010 – 2019, elle préside le groupe de travail sur les cancers rares et représente l'ECPC au sein du comité consultatif des patients de l'ECCO et de l'EHA. Jana Pelouchova est membre du groupe de travail sur la défense des droits des patients de l'ESMO, le comité directeur du CML Advocates Network, et trésorière du CLL Advocates Network.

Geneviève Pons

Elle a été en charge de l'environnement et du climat au sein du cabinet de M. Jacques Delors, Président de la Commission européenne (CE) de 1991 à 1995. Elle a ensuite occupé plusieurs postes de management au sein de la Commission européenne. En 2013, elle a été nommée Directrice du Service juridique de l'OIT et, en juin 2015, Directrice du Bureau européen du WWF. Depuis novembre 2017, elle dirige Europe Jacques Delors. Elle est diplômée de Sciences-Po Paris, de la Sorbonne et de l'ENA.

Elle est coprésidente de la coalition Antarctica 2020 qui vise à protéger de vastes zones marines autour de l'Antarctique. Elle est également coprésidente du Comité des parties prenantes d'IFREMER. Elle est membre de la Mission sur la santé de l'océan et du milieu aquatique. Elle est aussi Vice-Présidente de Transparency International Europe et membre du jury du Prix du Livre Européen. Elle est chevalier de la Légion d'honneur.

Magali Reghezza-Zitt

Magali Reghezza-Zitt est maître de conférences habilitée à diriger des recherches à l'ENS-PSL en géographie de l'environnement. Ses travaux portent sur la prévention des risques de catastrophes naturelles, la vulnérabilité des espaces urbanisés, la résilience des sociétés et des territoires, et l'adaptation au changement climatique. Elle étudie ces thématiques à travers leurs dimensions sociales et spatiales, et intègre les questions d'aménagement et de durabilité. Ses terrains sont situés en France métropolitaine et dans les Antilles. Membre du Haut conseil pour le Climat, elle participe à plusieurs comités et conseils scientifiques.

Walter Ricciardi

Walter Ricciardi est professeur d'hygiène et de santé publique à l'Università Cattolica del Sacro Cuore (UCSC). En 2020, il est nommé conseiller scientifique du ministre italien de la santé pour la pandémie de coronavirus. Il est également, depuis 2020, directeur scientifique de l'ICS Maugeri. En mai 2018, il a été élu président de la Fédération mondiale des associations de santé publique (WFPHA). Il est également coordinateur de la SAB - Fondation Technopole Humaine et membre ordinaire de la Pontificia Academia pro Vita (Vatican). Par ailleurs, Walter Ricciardi est rédacteur en chef du *European Journal of Public Health*, du *Oxford Manual of Public Health Practice* et fondateur de la revue *Epidemiology, Biostatistics and Public Health*. Auparavant, Walter Ricciardi a présidé l'Institut National Italien de la Santé, l'Association européenne de santé publique (EUPHA) et a représenté l'Italie au Bureau exécutif de l'OMS. Il a reçu Laurea Honoris Causa à l'Université Thomas Jefferson (États-Unis) et le titre de "Commendatore" de la République italienne.

Douglas Robinson

Formé à l'origine comme physicien et spécialiste de l'espace, Douglas Robinson a été à la fois chercheur et consultant en se concentrant sur l'émergence de technologies de pointe et leur transformation en technologies opérationnelles dans la société. Une grande partie de son travail consiste à relier la recherche universitaire aux problèmes du monde réel, par le biais d'exercices d'engagement, de l'opérationnalisation de la recherche et de l'innovation responsables (RRI), de l'évaluation technologique multipartite et du développement de renseignements pertinents pour les politiques. Récemment, Douglas Robinson s'est intéressé aux ramifications des politiques axées sur les systèmes de recherche et d'innovation, et à la manière dont les missions peuvent être mises en œuvre à la fois par des politiques ciblées, par les chercheurs et par des activités de co-création avec les entreprises et les citoyens. Douglas Robinson a publié des travaux sur la mise en œuvre des missions avec la professeure Mariana Mazzucato.

Isabelle Salvet

Guérie à présent de plusieurs cancers, Isabelle Salvet a une longue carrière dans le secteur sanitaire et médico-social. Elle s'investit depuis 2012 auprès d'anciens malades du cancer pour faire reconnaître leurs difficultés après le cancer, notamment au moment du retour au travail. Elle est présidente du Comité de démocratie sanitaire depuis 2017. Elle participe à de nombreux groupes de travail constitués par l'Institut National du Cancer (INCa), par exemple sur le droit à l'oubli, sur le dispositif d'annonce du cancer, sur la prévention de la désinsertion professionnelle après le cancer.

Nathalie Sauze

Eija Hagelberg (M.Sc.) est cheffe de projets en agriculture régénératrice, notamment l'Action Carbone, au sein de la fondation privée *Baltic Sea Action Group (BSAG)* à Helsinki. Mme Hagelberg dispose d'un important réseau et d'une longue expérience de l'agriculture durable et régénératrice en lien avec les principaux acteurs du secteur. Elle tient toujours à souligner le rôle de l'apprentissage par les pairs entre agriculteurs pour développer une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Le dialogue permanent entre conseillers, chercheurs, décideurs, et agriculteurs est essentiel à la mise en œuvre et à l'adoption des bonnes pratiques par ces derniers. La gestion des sols est une situation gagnant-gagnant, où l'agriculteur et l'environnement profitent des mêmes mesures, lesquelles participent à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique. Nous devrions fortement encourager les agriculteurs à s'orienter vers des activités où plusieurs avantages sont obtenus en même temps.

Arnaud Schwartz

Arnaud Schwartz est entré dans le mouvement France Nature Environnement (FNE) en 2002 au sein de l'association Alsace Nature. Du groupe local au bureau régional, puis national en passant par les réseaux thématiques, il y a exercé diverses responsabilités jusqu'à devenir secrétaire national puis président de FNE en 2020.

Lionel Scotto d'Apollonia

Lionel Scotto d'Apollonia est docteur en sociologie, ingénieur de recherche à l'Université de Montpellier. Spécialiste des controverses et expert du climat. Chercheur associé au Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Didactique, Éducation et Formation de l'Université Montpellier, il est directeur adjoint du Groupement de Recherche PARCS (Participatory Action Research and Citizen Sciences). Il est co-fondateur, avec Davia Dosias-Perla, de l'association Artivistes-atelier, laboratoire citoyen qui développe des programmes de recherche action participative et sciences citoyennes sur les questions sciences-sociétés. Lionel Scotto d'Apollonia est l'auteur du livre *Controverses climat & Anthropocène, Enjeux démocratiques du dialogue sciences-société*, Collection Essais, Editions matériologiques, 2022, <https://materiologiques.com/fr/essais-2427-4933/348-controverses-climat-anthropocene-enjeux-democratiques-du-dialogue-sciences-societe.html>

Jean-François Soussana

Jean-François Soussana est directeur de recherche et vice-président de l'INRAE en charge de la politique internationale, après avoir été directeur scientifique environnement. Ingénieur agronome et docteur en physiologie végétale de formation, il a dirigé un laboratoire de recherche sur les écosystèmes et les changements globaux. Membre du GIEC en tant qu'auteur principal depuis 1998, il coordonne des projets de recherche nationaux et européens, ainsi que des programmes internationaux sur l'agriculture, les sols et le changement climatique. Chercheur très cité (2018), il a publié plus de 150 articles dans des revues scientifiques internationales. Il a partagé avec les auteurs du GIEC le prix Nobel de la Paix en 2007 et a reçu plusieurs prix nationaux et internationaux.

Jacques Thomas

Jacques THOMAS, écologue spécialisé dans la conservation des sols hydromorphes, est Président de l'Association Française pour l'Etude du sol et dirige le groupe coopératif Eïwa composé des sociétés coopératives Scop SAGNE, Rhizobiôme et KAIROS compensation. L'Association française pour l'étude du sol (<https://www.afes.fr/>) rassemble toutes les personnes intéressées par les différents aspects de l'étude des sols. Elle œuvre pour faciliter les échanges de savoirs autour des sols afin de contribuer à la préservation de ce milieu naturel et de cette ressource, fondamentale mais menacée. Devant la profusion d'informations diffusées dans les médias, et dans un contexte de fortes augmentations des pressions exercées sur les sols, l'Afes, en tant que société savante, joue un rôle essentiel de canal direct et fiable entre recherche et société civile.

Yann Toma

Yann Toma est artiste-observateur à l'ONU (New York), artiste conceptuel, professeur des universités à Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre titulaire de l'Institut ACTE et directeur du Master in Arts and Vision (MAVI). Il coordonne de multiples projets de recherche. Son travail croise l'énergie, les réseaux tout autant que l'éthique. En tant qu'artiste, ses projets expérimentent une redistribution de l'énergie entre l'artiste et ses publics, ce dernier dépendant du public pour produire l'oeuvre de sorte qu'elle soit véritablement commune (Dynamo-Fukushima, Grand Palais, septembre 2011 – Human Energy, Tour Eiffel, décembre 2015 – Human Greenery, Cité interdite de Pékin, octobre 2016 – Organisation des Nations Unies New York 2017) et orientée vers la transformation. Il est également fondateur le co-fondateur du mouvement Le Maximalisme, de Sorbonne Artgallery ainsi que président de Sorbonne Développement Durable, structure réticulaire collaborative.

Virginie Troit

Virginie Troit est la directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française. Elle a rejoint la Fondation après huit ans d'expérience au sein d'ONG locales et internationales (Médecins sans Frontières, Handicap International) et une carrière de neuf ans au sein d'entreprises transnationales. Elle est membre du conseil d'administration de l'Association internationale des études humanitaires (IHSA) et du comité de la revue Alternatives Humanitaires. Titulaire d'un master en management, d'un master en science politique (Université Panthéon-Sorbonne), d'un diplôme interuniversitaire d'éthique et pratiques médicales (Université Aix-Marseille), et elle est actuellement doctorante en relations internationales à l'École de la recherche de Sciences Po Paris (CERI).

Romain Troublé

Romain Troublé a reçu une double formation avec un Master 2 en biologie moléculaire à Sorbonne Universités et un Master à HEC & Telecom Paris. Il a également été régatier professionnel au plus haut niveau avec, notamment, deux participations à la Coupe de l'America pour les défis français en 2000 et 2003 à Auckland, NZ. De 2003 à 2006, il travaille pour une société spécialisée en logistique polaire en Arctique, Antarctique et Sibérie pour des expéditions sportives ou scientifiques aux pôles ainsi que des découvertes de mammouths congelés dans le permafrost. Depuis 2004, il est en charge de la direction opérationnelle des expéditions Tara et est, depuis 2009, directeur général de la Fondation Tara Océan. Romain est par ailleurs Président de l'association Plateforme Océan Climat depuis 2017 réunissant plus de 96 institutions, fondations, entreprises, collectivités et associations autour d'un plaidoyer pour la place de l'Océan au sein des enjeux climat et biodiversité.

Nathalie Van Den Broeck

Elle est docteur en océanographie (spécialité biogéochimie) et titulaire d'un MBA en management international (Kedge Business School). Jusqu'en 2014, elle est manager du Pôle

Environnement et Lobby de « Surfrider Foundation Europe ». Elle siège au CESER Provence Alpes Côte d'Azur dont elle est Vice-présidente depuis 2013. Elle a créé en 2017, à Marseille, un cabinet d'expertise et de conseil en écologie et développement durable. Elle est membre du conseil d'administration de « Surfrider Foundation Europe » depuis 2019 et en devient Vice-présidente l'année suivante.

Depuis 2020, elle représente Surfrider au CESE dans le groupe Environnement et Nature, au sein de la commission "affaires européennes et internationales".

Rosalinde van der Vlies

Avant d'être nommée directrice à la Direction générale de la recherche et de l'innovation, Rosalinde van der Vlies était chef de l'unité Coordination et relations interinstitutionnelles, et chef par intérim de l'unité Communication et citoyens de la Commission. Auparavant, elle a occupé des postes à la Direction générale de l'environnement, à la Direction générale de la justice et des affaires intérieures, ainsi qu'au cabinet de Janez Potočnik, le commissaire européen à l'environnement. Avant de rejoindre la Commission européenne, elle a travaillé en tant qu'avocate spécialisée dans la concurrence dans un cabinet d'avocats international à Bruxelles et a enseigné à temps partiel à l'université catholique de Bruxelles.

Jean-Pascal van Ypersele

Jean-Pascal van Ypersele est titulaire d'un doctorat en physique du [NCAR](#) (National Center for Atmospheric Research, USA) et de l'[UCLouvain](#) (Louvain-la-Neuve, Belgique) où il est professeur de climatologie et de sciences du développement durable. Il a participé activement aux travaux du [GIEC](#) depuis 1995 et en a été le vice-président (2008-2015). Il est membre de l'[Académie royale de Belgique](#) et du [Conseil fédéral belge du développement durable](#). Il a participé à la plupart des conférences des Nations Unies sur le climat depuis 1979 et a été co-auteur du [Rapport mondial sur le développement durable 2019](#). Il est responsable de la [Plateforme wallonne pour le GIEC](#). En 2019, la Commission européenne l'a nommé membre du [Mission Board on Adaptation to climate change including societal transformation](#) du Programme Horizon 2020. Il informe régulièrement des chefs d'État et de gouvernement, et est consulté occasionnellement par Greta Thunberg.

Risto Veivo

Il dirige le service en charge du climat, de l'environnement et de la politique énergétique, de l'économie circulaire et de la gestion des ressources. Ses responsabilités actuelles comprennent le plan climatique de Turku 2029, qui vise à faire de la ville l'une des premières régions du monde à avoir un impact positif sur le climat d'ici 2029. Avant de rejoindre l'administration centrale de Turku en 2009, il a travaillé pendant plus de dix ans dans le domaine de la coopération internationale en matière de développement durable, notamment en tant que chef de l'unité « développement durable » du Conseil des États de la mer Baltique. M. Veivo a développé et géré avec succès des programmes et des projets de développement durable dans la région de la mer Baltique et à l'échelle internationale, notamment entre les autorités locales des régions de la mer Baltique et du lac Victoria. Il est titulaire d'une maîtrise en arts, dans le domaine de l'histoire culturelle, au sein de l'université de Turku, et a un parcours éducatif diversifié avec des études également en sciences et en médecine.

Frédérique Vidal

Avant d'être nommée ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Frédérique Vidal était présidente de l'Université de Nice Sophia-Antipolis (UNS), depuis 2012. Titulaire d'un doctorat à l'Université de Nice Sophia-Antipolis, elle y est recrutée en tant que maître de conférences en 1995. Frédérique Vidal était, depuis 2004, professeure des universités en biochimie, biologie moléculaire et cellulaire, à l'UNS. Elle y a par ailleurs occupé la fonction de directrice adjointe du département des sciences de la vie, de 2007 à 2009, a été nommée

assesseur à la recherche auprès du doyen de la faculté, puis directrice du département dès 2009. Membre extérieur du conseil scientifique régional de l'Inserm de 1999 à 2003, Frédérique Vidal est membre du jury du master de virologie de l'UPMC-Paris Diderot-Institut Pasteur depuis 2004. Elle a été coresponsable du projet européen Tempus sur la mise en place du LMD dans les Balkans, de 2006 à 2009. Frédérique Vidal est par ailleurs chevalier de la Légion d'honneur depuis 2013.

Frédéric Worms

Directeur de l'École normale Supérieure Ulm depuis mars 2022, Frédéric Worms est philosophe, professeur d'histoire de la philosophie moderne et contemporaine. Il est également directeur du Centre international d'études de la philosophie française contemporaine (CIEPFC) et du Centre international de recherches en philosophie, lettres, savoirs (CIPHLES) à l'ENS. Spécialiste d'Henri Bergson, Frédéric Worms a dirigé l'édition critique des œuvres complètes de ce philosophe aux Presses universitaires de France et est directeur de rédaction de la revue des Annales bergsoniennes. Il travaille également sur l'histoire de la philosophie du XXe siècle en France et s'intéresse à la question des relations vitales et morales aujourd'hui.

Présentation du film immersif *Data du futur*

Film de 27 minutes réalisé par Pascal Goblot. Coproduction Escalenta / Universcience, 2021.

En lien avec les Missions européennes :

- Villes intelligentes et neutres en carbone.
- Adaptation au changement climatique.
- Santé des océans, des mers, des eaux côtières et continentales.
- Santé des sols et alimentation.

Pour impliquer les citoyens sur les thématiques scientifiques, les centres de science et les professionnels de la médiation ont développé des dispositifs immersifs innovants. *Data du futur* est un voyage dans le XXI^e siècle à travers les enjeux climatiques, énergétiques et démographiques, tels que les modèles mathématiques les prévoient aujourd'hui. Ce dispositif de datavisualisation qui fait converger la rigueur de la recherche scientifique avec une esthétique contemporaine projette les chiffres issus notamment de l'OCDE, de l'IPCC et du World Economic Forum pour les prochaines décennies et permet d'entrevoir les futurs possibles de notre planète.

Le film est composé de trois tableaux d'une dizaine de minutes :

- Tableau 1 : Des humains et des chiffres

La planète sera-t-elle encore assez grande pour tous les humains en 2100 ? Les modélisations scientifiques se préoccupent des bouleversements démographiques à venir. L'Inde et la Chine commenceront vraisemblablement à voir leur population diminuer, tandis que le continent africain poursuivra sa croissance. Éducation, accès à l'eau, espérance de vie, égalité de genre... Plusieurs scénarios se dessinent, et tous ne sont pas pessimistes.

- Tableau 2 : Une planète sur ses réserves

Alors que nos besoins en matières premières ne cessent de croître, la Terre sera-t-elle en mesure de fournir les ressources nécessaires à nos activités ? Production d'électricité, consommation d'énergies fossiles et parfois pénuries révèlent déjà notre dépendance vis-à-vis des matières premières. Du pétrole au gaz, en passant par le phosphore et le thorium, les ressources terrestres sont limitées mais continueront pourtant à régir le monde de demain.

- Tableau 3 : Un climat sous surveillance

La planète traverse une crise climatique dont les effets vont s'aggraver dans les décennies à venir. Les modélisations mathématiques permettent d'en comprendre l'ampleur et les conséquences. Émissions de gaz à effet de serre, réchauffement climatique inégal d'une région à l'autre, montée des eaux... le travail des scientifiques nous met face à notre responsabilité : le futur se décide aujourd'hui.



**MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FRANCE22

PRÉSIDENTIE FRANÇAISE
DU CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE

europe2022.fr

esr.gouv.fr

www.missions22.eu